

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

A propos du système défensif de la Belgique
 La politique familiale
 Hollande et Belgique
 Le romantisme
 L'essentiel
 Eclaircissements sur le mariage
 Moscou!
 Reconstruction
 La maîtrise de soi

Lieutenant général Hellebaut
 G. Rutten, O. P.
 Comte Louis de Lichtervelde
 Comte Gonzague de Reynold
 Hilaire Belloc
 Omer Englebert
 Franz de Voghel
 Henri Massis
 Georges Dirks, S. J.

Les idées et les faits : Chronique des idées : La cause de béatification du Père Petit, Mgr J. Schyrgens. — Autriche.

A propos du système défensif de la Belgique

Le *Bulletin belge des Sciences militaires*, qui est une publication officielle du ministère de la Défense nationale, a donné en août et en septembre derniers des articles du colonel Michem, ancien chef de la troisième section de l'état-major de l'armée, sur le système défensif du pays.

D'après ce que m'a écrit le ministre de la Défense nationale lui-même, ces articles ont été jugés opportuns par l'état-major général de l'armée pour faire connaître aux officiers et pour justifier à leurs yeux la solution adoptée.

Constatons en passant que cette solution comporte non seulement deux forts et deux redoutins dans la région de Gand mais encore quinze forts et douze redoutes autour d'Anvers, quoi qu'en pensent ou feignent d'en penser certains parlementaires qui ont voté la première tranche des crédits.

Constatons aussi que l'effort fortificatif à la frontière, finalement décidé pour donner un semblant de satisfaction à l'opinion publique, ne comporte qu'une dépense de 80 millions sur les 600 prévus au total jusqu'à nouvel ordre, et que l'intervention de nos troupes sur la rive droite de la Meuse est subordonnée, comme le rappelle le colonel Michem, à des circonstances favorables dont il serait puéril de croire la réalisation probable. Si toutes ces circonstances heureuses ne sont pas réalisées — et notamment si le général en chef estime qu'en portant une fraction importante de nos forces à la frontière, nous serions exposés à nous y « faire battre en détail » vu l'impossibilité pour les renforts alliés d'arriver à temps — il y aura tout au plus au delà de la Meuse quelques petites résistances isolées et momentanées, dont le seul résultat tangible pour nos populations de l'Est serait d'attirer sur leur région les horreurs des combats et des représailles. Et, d'autre part, il est certain que notre armée devrait, vu la faiblesse de ses effectifs et l'impossibilité de tenir seule n'importe où, faire du combat en retraite jusque derrière l'Escaut et abandonner ainsi successivement la majeure partie du pays à l'invasion après des bombardements et des carnages sur les lignes de bataille successives prévues et fortifiées précisément pour protéger son recul inévitable.

N'est-ce pas exactement ce que je n'ai cessé de signaler en tablant sur les renseignements fournis par l'enseignement de nos

écoles militaires, par les tendances de personnalités, par les débats de la Commission mixte et par les articles parus dans certains journaux sous le voile d'un prudent anonymat, mais visiblement documentés si pas inspirés par l'état-major?

Il était, je crois, indispensable de dévoiler cela, car bien peu de gens s'en doutaient; les crédits demandés au parlement pour fortifier Namur, Anvers et Gand étaient présentés sous l'étiquette trompeuse de « la défense de la frontière », (à l'imitation de ce qui se fait en France, osait-on dire), et la confusion soigneusement entretenue entre la notion de la défense de la frontière et celle de la couverture augmentait le gâchis dans les idées.

On sait maintenant que les projets fortificatifs adoptés ont été la conséquence inéluctable de la réduction de nos effectifs immédiatement utilisables, réduction opérée sans aucune intervention du parlement et qui fut elle-même la conséquence sinon la cause d'une nouvelle orientation de notre politique extérieure, prenant désormais ses appuis à l'Ouest et non plus au Sud.

Du moment que, pour maintenir à nos troupes l'apparence d'une armée permanente malgré la très courte durée du service actif, on admet que nous n'ayons que six divisions immédiatement utilisables, le « plan Galet » (dans sa première manière, c'est-à-dire non élargi) était absolument logique et inattaquable *du point de vue militaire*. Je n'ai jamais laissé passer l'occasion de le dire et de souligner la science militaire incontestable de ses auteurs; malheureusement, ce plan, élargi ou non, sacrifie le pays à la protection de sa minuscule armée jusqu'au moment où nos alliés anglais seront en mesure de venir renforcer suffisamment celle-ci.

Les articles du colonel Michem ont ému de nombreux officiers tant à cause de leur forme insolite et peu courtoise que par la manière dont ils déforment les thèses adverses. Alors que, dans une publication militaire officielle surtout, il eût fallu rester objectif, c'est-à-dire exposer pour l'instruction des officiers les avantages et les inconvénients des systèmes en présence et conclure ensuite, l'auteur use, à l'égard de ceux qui ne partagent pas les idées de l'état-major, de qualificatifs et d'expressions que l'on ne rencontre jamais dans des publications techniques.

Passons sur le caractère inconvenant de la forme — il en a été question dans une lettre ouverte que j'ai adressée au ministre responsable — et examinons par quels arguments on a jugé nécessaire de dénigrer mes idées dans une publication officielle pour justifier après coup la solution adoptée :

Pour commencer, c'est très simple, le colonel Michem dénie toute compétence aux défenseurs des thèses adverses et notamment à un commandant de corps d'armée, qui fut lieutenant général en activité pendant plus de dix ans et choisi à différentes reprises pour occuper les plus hautes charges militaires, voire celle de ministre de la Défense nationale.

Bien peu de personnes, dit le colonel Michem, sont complètement au courant des questions multiples qui interviennent dans le choix d'un système défensif, et c'est malheureusement exact. Mais si un commandant de corps d'armée, ancien gouverneur de position fortifiée, ancien artilleur et breveté d'état-major n'avait aucune compétence en la matière, après s'y être consacré depuis plusieurs années, il faudrait se demander quels sont, dans l'armée, les hommes plus idoines.

Ce ne sont certainement pas les officiers du génie, spécialistes de la technique des bâtiments et des fortifications, ni l'inspecteur-général de l'infanterie, spécialiste d'une seule arme, appelés à étudier au sein de la Commission de 1927 « le système défensif dont la Belgique doit être dotée et d'éclairer le gouvernement sur tout ce qui peut lui être utile afin de pouvoir prendre, en cette matière, une décision en connaissance de cause » ; ce ne sont pas davantage les généraux et les colonels de toutes armes ayant fait partie de la Commission mixte de 1928, chargée d'une mission analogue. Et ce ne sont pas non plus les commandants de corps d'armée faisant actuellement partie du Conseil supérieur de la Défense nationale qui, après être resté pendant cinq ans sans être consulté alors que j'en étais membre, fut, comme je l'avais toujours prédit, appelé à se prononcer en 1931, peu après que la limite d'âge eut permis de se débarrasser de moi.

Les trois organismes que je viens de citer ont discuté ou apprécié mes propositions sans que je fusse présent pour les expliquer et les défendre; le colonel Michem invoque avec complaisance leurs décisions et pourtant ils comprenaient des officiers pas plus spécialisés que moi en matière de technique des fortifications ou en matière de défense des Etats et même des généraux qui ne sont pas, comme moi, en même temps issus des armes spéciales et possesseurs du brevet d'état-major. Pas plus que moi, la plupart de ces officiers, et notamment les commandants de corps d'armée faisant actuellement partie du Conseil supérieur, ne « possèdent ni le temps ni les moyens de se spécialiser dans ces questions ».

Pour appuyer le verdict d'incompétence qu'il prononce contre les adversaires de sa thèse, le colonel Michem va jusqu'à invoquer mon propre témoignage, en citant isolément une de mes déclarations à la Commission mixte. Il aurait dû en citer d'autres qui la complètent et en précisent le sens, notamment celles-ci :

« En fait, ce que vous me demandez c'est un plan d'opération. Je ne peux pas vous en exposer un ici; mais je puis vous assurer d'une chose, c'est que je l'ai fait pour mon compte, seul avec les moyens dont je dispose, et quand j'avance une chose, c'est que je l'ai étudiée jusqu'à l'exécution. » (Procès-verbaux, p. 101.)
et :

« Vous n'attendez tout de même pas de moi que, simple commandant de corps d'armée, dépourvu du personnel et de la documentation dont dispose l'état-major, et appelé devant vous huit jours avant la date de cette séance, je vous arrive avec le détail de toute une organisation.

» Je puis vous exposer des principes et des idées, mais je ne puis pas, au pied levé, entrer dans le détail des modalités d'exécution. » (Id., p. 107.)

Ces phrases caractéristiques montrent l'ambiance et les tendances de l'interrogatoire auquel je fus soumis lorsque, contre la volonté de l'état-major et du gouvernement, j'eus fait connaître mes idées à la Commission mixte; elles ne sont rien moins qu'un aveu d'incompétence.

Depuis 1928, j'ai pu préciser de plus en plus mes idées, notamment au cours des nombreuses conférences données dans plusieurs villes pour répondre aux sollicitations dont j'ai été l'objet de toutes parts. J'y ai toujours fait appel à la contradiction et je me suis efforcé chaque fois d'y rencontrer une à une chacune des objections que le colonel Michem reproduit une fois de plus sans tenir aucun compte de ce que j'ai dit.

Il est vrai qu'il ne s'est jamais donné la peine de compléter sa documentation en allant m'écouter (ce qui ne l'eût engagé à rien) et en me questionnant sur place ou par écrit comme l'ont fait d'autres officiers.

Préférant sans doute s'en tenir à ses opinions préconçues, le colonel Michem me prête des idées absurdes qu'il présente, à tort, aux lecteurs du *Bulletin belge des Sciences militaires* comme le « plan Hellebaut », au sujet duquel il peut ainsi exercer sa verve sous prétexte de justifier le plan de l'état-major.

En effet :

1^o Il est tout à fait inexact de dire que je veux établir à la frontière une « muraille de Chine » sur une étendue quelconque, que ce soit 300 ou 200 kilomètres. Je me suis maintes fois et longuement expliqué à ce sujet non seulement dans mes conférences mais même à la Commission mixte.

2^o Je n'ai jamais dit qu'on pourrait amener en 48 heures à la frontière « le matériel, les munitions, le charroi, etc., d'une ou de deux armées comptant au total 18 divisions ». Mais, je ne suis pas sans avoir jamais établi un plan de transport, comme l'insinue le colonel Michem, et je ne m'avance pas à la légère quand je dis qu'on pourrait disposer suffisamment vite à la frontière 18 divisions, dont tous les éléments n'y sont pas indispensables avec le même caractère d'urgence. Il faudrait pour cela, comme je l'ai toujours fait remarquer, ne plus tabler sur la situation actuelle, mais sur une organisation nouvelle et plus rationnelle de la mobilisation, ainsi que sur une amélioration de notre réseau ferroviaire, à réaliser en vue de ce desideratum.

3^o Je ne vois pas où le colonel Michem a pu prendre que je voudrais faire construire, à la frontière, des ouvrages permanents du type des « forts », qui exigeraient — comme l'exigent, avec le service de 8 mois, les nombreux forts prévus dans l'organisation dont il est le défenseur — « des centaines d'employés pour surveiller les ouvrages, pour entretenir les locaux, les terrassements, pour entretenir le matériel d'artillerie et les munitions; pour s'occuper des vivres, des objets du service sanitaire, etc., entreposés dans les forts. Dans ceux-ci il faut en permanence des spécialistes en électricité, pour l'entretien et le maniement de la machinerie de chauffe, d'éclairage, d'aérage, de mise à feu électrique des canons, etc. »

Les principes que j'ai énumérés, le 14 février, à la Commission mixte n'impliquent rien de pareil. Je ne crois d'ailleurs pas à la vertu de telles usines modernes pour empêcher une invasion et je suis certain d'être en ceci tout à fait d'accord avec les officiers qui savent, par une triste expérience personnelle, ce que peut être la défense de pareils ouvrages, mais qui ont été jugés trop peu « compétents » pour être consultés. Les phrases reproduites ci-dessus entre guillemets n'ont donc rien à voir avec mon système; par contre, elles condamnent, me semble-t-il, le système que le colonel Michem sera bientôt seul à défendre.

Je crois avoir suffisamment démontré par les 1^o, 2^o et 3^o ci-dessus que mes conceptions ont été dénaturées dans leur essence par le *Bulletin belge des Sciences militaires*.

Voyons maintenant ce qu'il faut penser des autres moyens de discussion mis en œuvre contre ma thèse :

a) Il n'est nullement démontré que, comme le prétend le colonel Michem, « l'entassement des fusils, mitrailleuses, grenades, fusées éclairantes, munitions, vivres, etc. » serait impossible à réaliser dans le système que je préconise et que le recrutement régional serait plus compromis qu'aujourd'hui. Pour qu'il en soit autrement il suffirait que les bureaux de l'E. M. G. A. et le colonel Michem — qui sont passés maîtres en matière d'exécution — voulussent bien étudier le problème non pas avec une hostilité préconçue mais avec le zèle, l'abnégation de soi, la bonne volonté, l'imagination et, pour tout dire, la grande compétence dont ils ont su faire preuve tant de fois dans leur rôle en vue de mettre au point le moins mal possible les nombreuses et successives organisations différentes que l'armée a dû subir depuis l'armistice. Celles-ci ont, en effet, soulevé des problèmes beaucoup plus difficiles, car il s'agissait de maintenir l'apparence d'une armée permanente à une armée où la durée du temps de service et le contingent n'ont cessé de diminuer simultanément.

A défaut des titulaires actuels, on trouverait d'autres officiers d'état-major capables de résoudre le problème nouveau qui s'impose; plusieurs ont eu l'occasion de s'en entretenir avec moi.

b) Il est simpliste d'affirmer que « le système de la ligne fortifiée est pratiquement impossible à réaliser dans un petit pays comme le nôtre ».

C'est dans les petits pays, ayant un très grand développement de frontière menacée par rapport à leur profondeur, que la nécessité s'impose à tout prix de défendre la frontière à outrance, parce que ces pays ne peuvent plus aujourd'hui, sans se suicider, sacrifier une partie nécessairement importante de leur territoire exigü pour en faire une zone de couverture, c'est-à-dire une zone de combats en retraite. Mais il faut évidemment pour cela utiliser toutes les ressources du service général.

Les chiffres cités par le colonel Michem pour les dépenses qu'entraînerait l'adoption de mon système ont, d'ailleurs, été ridiculement surfaits. Il se rapportent notamment à une organisation défensive de la frontière tout autre que la mienne, ainsi que je l'ai montré au 3^e ci-dessus, et ils ne tiennent aucun compte des nombreuses et importantes économies que l'adoption de mes propositions permettrait de réaliser.

c) Comment le colonel Michem, ancien chef de la 3^e section de l'état-major général de l'armée, peut-il en arriver à dire qu'« il n'y a certes aucune relation entre le temps de service et le nombre des divisions »? Ignore-t-il donc que pour avoir de nombreuses divisions nous devrions recourir à de nombreuses classes de milice et que pour pouvoir utiliser immédiatement de nombreuses classes de milice il faudrait augmenter sensiblement le nombre des rappels? S'imagine-t-il qu'on pourrait obtenir ceci sans réduire la durée du service actif?

Si la durée du service actif n'était plus utilisée que pour l'instruction individuelle des miliciens dans des unités spécialement appropriées à cet objet, les unités de guerre, beaucoup plus nombreuses, pourraient, grâce aux rappels nombreux, être constituées périodiquement, pour les exercices et les manœuvres au camp, où pourrait s'acquiescer ainsi l'instruction collective et le cohésion de ces unités de guerre.

Le colonel Michem, qui me décerne un brevet d'incompétence, veut bien me reconnaître le mérite d'avoir présenté un « plan Hellebaut », qu'il trouve, d'ailleurs, absurde et ridicule, parce qu'il ne l'a pas compris. Ce plan rompt délibérément avec toutes les idées qui étaient en cours à une époque où l'on pouvait encore réaliser des armées permanentes parce que la durée du temps de

service était au minimum 18 mois et où, d'autre part, le territoire, sacrifié d'avance et voué à une invasion (moins terrible alors qu'aujourd'hui pour les populations), pouvait, sans trop d'inconvénients pour la nation, servir d'échiquier à de savantes manœuvres militaires. Un tel plan ne pouvait pas ne pas choquer jusqu'au scandale des officiers que leur formation attache désespérément aux anciennes méthodes et aux vieilles formules, dont, avec une entière bonne foi, ils s'imaginent que dépendent le sort de l'armée et l'existence de la patrie.

La destinée des hommes qui assument la mission de porter les premiers coups pour renverser des idoles sera toujours de passer pendant un certain temps pour des incompetents ou pour des fous, sinon pour des esprits dangereux poussés par quelque mobile inavouable et intéressé.

Lieutenant général HELLEBAUT.

La politique familiale ⁽¹⁾

J'ai été invité à vous entretenir, ce soir, de la politique familiale telle que la conçoivent les catholiques sociaux.

Je me permettrai de vous rappeler d'abord que cette politique familiale n'a pas de fondement plus solide que la doctrine catholique sur la dignité du travailleur, qu'il soit intellectuel ou manuel.

J'essaierai ensuite de vous résumer ce qui a été réalisé et ce qu'on veut faire encore en Belgique dans le domaine de la politique familiale.

* * *

Ce n'est pas d'emblée, vous le pensez bien, qu'on a déduit de la doctrine catholique sur la dignité du travailleur toutes les conséquences d'ordre familial qu'elle implique.

Au premier stade d'une évolution qui fit progressivement accepter des idées qualifiées d'abord d'innovations dangereuses, toute l'attention se concentre sur la rémunération du travail de l'employé et de l'ouvrier. C'était le temps, tous les anciens s'en souviennent, où d'excellents esprits estimaient que la rémunération du travail doit être assimilée à tous égards aux autres éléments du prix de revient. Dans l'intérêt même de l'ouvrier, il fallait se défier de toute réforme entraînant une hausse de prix qui, sur le champ de bataille de la concurrence, eût désarmé les patrons imprudemment gâtés. Cette concurrence nous était présentée avec un enthousiasme aussi touchant que naïf comme une semeuse d'idées, une source d'initiatives et un stimulant indispensable à tous les progrès. En Belgique, c'était un axiome que l'essor de notre industrie et l'expansion de notre commerce étaient dus avant tout à la modicité des salaires, grâce à quoi notre petit pays était devenu la cinquième puissance d'exportation du monde. Il y avait évidemment dans tout cela une part de vérité; mais d'une vérité dont on abusa étrangement.

Au lendemain de la guerre, on inaugura aux Etats-Unis une politique de salaire diamétralement opposée à celle de l'économie politique ancienne, mais inspirée, elle aussi, par des soucis d'ordre purement économique. On y fit un raisonnement apparemment très simple qui conduisit à une conclusion qui ne l'était pas moins: Bien payer l'ouvrier, c'est faire un bon placement. En effet, toute augmentation de salaire équivaut à une augmentation de sa puissance d'achat. L'ouvrier devient ainsi pour l'industrie le meilleur des clients puisqu'il s'appelle légion. Alors des commandes toujours plus abondantes permettent la production en série et toutes les économies qui en résultent. Finalement le perfectionnement incessant de la division du travail joint à l'étude approfondie de la psycho-physiologie du travailleur, assurent à l'industrie un maximum de rendement dans un minimum de temps et avec un minimum de fatigue.

On croyait, cette fois, tenir la solution définitive du problème

(1) Conférence faite à la Semaine sociale de Mulhouse.

Ce fut au début un succès aveuglant, et les Etats-Unis devinrent les baï levés de fonds de l'Europe. Mais on ne tarda pas de constater qu'on avait perdu de vue deux réalités essentielles, l'une d'ordre économique et l'autre, d'ordre moral.

Si la force productrice de l'outillage est presque illimitée, la puissance de consommation de l'acheteur ne l'est pas du tout, d'autant plus que l'insuffisance des moyens de communication et l'insécurité politique empêchent de transporter les produits de la récolte et de l'industrie où on en a le plus besoin.

Et vous savez ce qui est arrivé : le chômage sévissant à l'état endémique et devenant un des fléaux les plus redoutables de notre époque; des destructions de moissons et des accumulations d'argent et de stocks, tandis qu'en Chine des millions d'êtres humains sont périodiquement en proie à la famine et qu'au Japon et dans l'Inde, d'autres millions d'hommes vivent dans une misère humiliante.

Et puis, on avait oublié, une fois de plus, qu'un progrès matériel qui n'est pas accompagné d'un progrès moral n'est jamais un progrès durable. C'est presque un lieu commun de le répéter : quand l'homme n'a d'autre idéal que celui du bien-être matériel, ses besoins augmentent toujours plus rapidement que les moyens de les satisfaire. Au lieu de penser à ceux qui ont moins que lui, il porte toujours ses regards sur ceux qui ont davantage. Ce qui était superflu hier est devenu nécessaire aujourd'hui et ce qui est suffisant aujourd'hui ne sera plus demain. Précisément, parce que les biens de ce monde sont essentiellement fragiles et incomplets, leur poursuite ne peut pas avoir de limite.

Nous n'avons évidemment pas eu besoin de l'expérience américaine pour en être convaincus. Les catholiques sociaux se sont toujours inspirés de la doctrine pontificale déclarant que personne n'a le droit de séparer le travail de l'être humain qui le produit. Et cet être humain n'est pas une machine à produire, mais généralement un père de famille. Et ce père de famille fait partie d'une famille plus grande qui est d'abord son pays et puis l'univers entier. Mais qui donc a magnifié comme l'Eglise la dignité du travail et de la solidarité humaine?

Le travail, c'est le déploiement intelligent des facultés et des énergies humaines en vue d'utiliser les forces naturelles mises à notre disposition par le Créateur. Le travail c'est la manifestation de notre force vitale, l'affirmation de notre personnalité, la preuve de notre valeur professionnelle, la consécration de notre talent, la condition de notre succès et une garantie essentielle de notre bonheur et de celui des nôtres.

Le travail est pour l'immense majorité des hommes le seul moyen de s'assurer ce qui est nécessaire à leur existence et à celle de leur famille.

Le travail est le lien qui unit entre eux tous les humains, puisque tous bénéficient du travail de ceux qui les ont précédés et du travail de leurs contemporains. C'est le travail qui crée cet immense réservoir de ressources intellectuelles et matérielles alimentées sans cesse par les générations qui se succèdent, et où nous allons chercher tous, à chaque instant de la vie, ce qui nous instruit, nous nourrit, nous couvre, nous abrite et nous protège.

Le travail est l'ami du bien et l'ennemi du mal, car Dieu veut que par lui nous préparions l'éternité dont la vie chrétienne est le commencement et le germe.

Le travail enfin a été en quelque sorte divinisé par le Christ qui, par son exemple, le libéra définitivement du sort humiliant que lui réservait le paganisme.

Les catholiques sociaux n'ont cessé de le répéter : c'est parce que le travail est tout cela qu'il n'est pas permis de l'abandonner sans défense aux caprices des hommes, au hasard des événements, aux rivalités des concurrents et à un régime où la convoitise déréglée du gain immédiat et abondant fait perdre de vue l'harmonie nécessaire entre la production et la consommation.

L'homme n'étant pas fait pour la production, mais la production pour l'homme, le plus modeste des travailleurs manuels, comme le plus génial des travailleurs intellectuels, puise dans sa dignité d'être humain et de chrétien un droit inné à pourvoir par son travail aux charges qui lui incombent providentiellement. Quand il fonde un foyer, il devient un producteur d'humanité, c'est-à-dire de la richesse qui est la source de toutes les autres. On ne conçoit même plus, dès lors, que dans l'appréciation de la rémunération de son travail on fasse abstraction de ce service rendu et de cette condition familiale naturelle à l'individu et nécessaire à l'industrie comme à la société.

On peut admettre que la question ne se posait guère au temps où le régime du travail était familial lui-même ou fraternellement corporatif. Mais je n'ai pas à vous apprendre qu'elle s'est présentée sous un aspect nouveau à fur et à mesure que se développait la grande industrie.

En Belgique, les militants de la démocratie chrétienne ont toujours affirmé que la légitimité du salaire familial résultait logiquement de l'enseignement de Léon XIII, dans l'Encyclique *Rerum Novarum*. Cependant, beaucoup d'autres catholiques ne partageaient pas cette manière de voir. Ils ne le peuvent plus depuis la récente Encyclique de Pie XI. Cette fois, aucun commentaire plus ou moins subtil ne pourra plus obscurcir l'affirmation de la doctrine lumineuse du Pontife distinguant nettement le salaire proprement dit, destiné à subvenir à la subsistance de l'ouvrier et à celle d'une famille moyenne, et les allocations familiales, octroyées au travailleur proportionnellement au nombre de ses enfants.

Quant à la légitimité des organisations professionnelles et à la nécessité de la législation protectrice du travail, c'est une question qui ne se pose même plus, et le Pape ne fait qu'évoquer le temps relativement récent où même dans certains milieux catholiques — je cite les paroles de Pie XI — « tout cela était vu de mauvais œil comme d'inspiration socialiste ou révolutionnaire ». L'acceptation progressive de ces idées par la majorité des catholiques nous conduisit au second stade de l'évolution de la politique familiale toujours trop restreinte cependant au problème de la rémunération du travail.

Mais nous voici arrivés en ces dernières années au troisième stade, celui où l'on envisage enfin dans toute son ampleur les conséquences de la doctrine catholique sur la dignité du travailleur.

Cette dignité exige que le fait d'obéir aux lois de la nature, de la conscience et de Dieu ne mette pas les époux chrétiens dans une situation d'infériorité sociale et politique injustifiée. Il ne s'agit plus simplement des ouvriers et d'une question de salaire, d'allocations familiales, d'hygiène, d'assurance ou d'assistance sociale. Un fait incontesté et incontestable domine dorénavant toute la question : c'est une minorité qui, dans tous les pays industriels d'Europe supporte seule la charge de l'entretien et de l'éducation de la majorité des enfants. Cette minorité apporte à l'industrie et à la patrie la richesse que rien ne remplace, et sans quoi, toutes les autres richesses resteraient improductives. Cette minorité assume de ce chef les charges les plus lourdes et les responsabilités les plus absorbantes. C'est d'elle que dépendent non seulement la quantité, mais aussi la qualité de la population, c'est-à-dire, ses aptitudes physiques et morales. Sans elle, nos pays de vieille civilisation européenne seraient condamnés tôt ou tard aux invasions étrangères.

Cela étant, nous voulons une chose simple et logique : il faut que ceux qui font vivre un pays aient davantage à y dire. Il faut que personnellement ou par leurs délégués, ils remplacent de plus en plus dans nos assemblées législatives et dans les administrations publiques les auteurs directement ou indirectement responsables de la dépopulation. Parce que les pères de familles nombreuses sont absorbés par la nécessité de faire face aux charges multiples qui leur incombent, il ne faut pas que la majorité des détenteurs du pouvoir soit composée de ceux qui, par des circonstances dépendantes ou indépendantes de leur volonté, n'ont pas les mêmes charges ni les mêmes responsabilités. Il est tout de même invraisemblable que ceux qui devraient être l'objet du respect et de la reconnaissance de leurs concitoyens en soient réduits partout à constituer des Ligues pour se défendre. C'est une mauvaise plaisanterie que les catholiques sociaux ne sont plus d'humeur à supporter et un paradoxe cynique dont il ne leur plaît plus d'être la victime.

L'heure des demi-mesures est passée : il faut qu'on sache que non seulement la justice sociale et l'avenir du pays, mais aussi le souci des convenances les plus élémentaires font de la politique familiale une partie intégrante de toute action sociale et gouvernementale digne de ce nom.

Ne nous serait-il pas permis d'étendre à ces vérités, à nos yeux évidentes, les magnifiques paroles du Souverain Pontife dans sa récente Encyclique sociale : « un droit nouveau est né, complètement ignoré par le siècle dernier, et qui assure à l'ouvrier le respect des droits sacrés qu'il tient de sa dignité d'homme et de chrétien. »

Il me reste à vous résumer rapidement l'œuvre réalisée, en Belgique, par les défenseurs de la famille. Je ne vous parle que de mon pays, d'abord parce que les études comparatives sont plus que jamais à l'ordre du jour, et puis, parce qu'il ne m'appartient pas de vous apprendre tout ce qui a été fait chez vous par les Etats Généraux des familles de France, par l'œuvre de « La plus grande Famille », par le Comité d'études familiales, par vos Congrès de la natalité, et grâce à votre Code de la famille.

Notre politique familiale belge a pour caractéristique essentielle d'avoir été inspirée, stimulée et dirigée par l'initiative privée. Nous avons demandé à l'Etat de nous aider, mais nous n'entendons pas qu'il nous remplace. Nous ne voulons pas qu'un travailleur conscient de ses devoirs comme de ses droits attende uniquement de l'Etat ce qu'il peut faire lui-même; et nous n'admettons pas un régime qui, sous prétexte de prévoyance, d'hygiène et de solidarité sociale, aboutirait à ne plus constituer dans un pays que deux catégories de citoyens : ceux qui touchent des pensions, des primes et des subventions, et ceux qui doivent travailler pour que l'Etat puisse en distribuer. Cette politique nous est dictée par le souci de conserver au travailleur, et notamment à l'ouvrier, toutes ces grandes choses que sont le souci de sa dignité personnelle, l'amour de l'effort, la pratique de l'épargne, et la fierté de ses responsabilités.

C'est la Ligue Nationale des Familles nombreuses qui a pris en Belgique la direction incontestée de toute la politique familiale.

Voici les principaux signes caractéristiques de son activité :

Elle n'est affiliée à aucun parti politique, et quoique les catholiques y soient majorité puisqu'il s'agit de familles nombreuses, elle n'en compte pas moins beaucoup de membres notablement libéraux ou socialistes. Depuis la fondation de la Ligue, en 1921, cette union vraiment nationale n'a jamais été sérieusement troublée, car tous les membres ont au moins ceci de commun, qu'ils considèrent tous la famille nombreuse comme digne de respect, qu'ils proclament les services rendus par elle au pays et qu'ils revendiquent pour elle des droits correspondants aux services qu'elle rend. Les dirigeants de la Ligue des Familles nombreuses ont en deuxième lieu combiné dans un dosage heureux la nécessité d'un programme unique et d'une direction centrale et celle de maintenir à travers le pays des centres d'action locale aussi vivants que possibles. On a justement comparé la Ligue à une pyramide à base très large et à trois étages : des sections locales, au-dessus d'elles la section régionale formée par les délégués des comités locaux, et enfin le Comité central formé par les délégués régionaux.

Le travail journalier est effectué par les soins du Secrétariat général permanent et du bureau du Comité central. Des commissions de spécialistes nommées par le Bureau central aident celui-ci dans l'examen des questions qui impliquent une compétence spéciale, par exemple, celle des impôts.

La Ligue possède un fonds de publication et un service de documentation lui permettant de répandre largement des tracts et des brochures de propagande et un grand bulletin mensuel. Elle dispose de 160 conférenciers ou propagandistes toujours prêts à se rendre partout où ils peuvent être utiles. Elle tient chaque année deux assemblées générales qui sont un véritable congrès, l'une en province, au début de l'été; la seconde en hiver, à Bruxelles.

Pour être membre actif, il faut avoir au moins quatre enfants vivants ou décédés, car seules les familles de quatre enfants contribuent en réalité à l'accroissement de la population valide du pays. Le nombre des chefs de familles affiliés à la Ligue est aujourd'hui de 150.000 et ne tardera pas, nous en sommes convaincus, d'atteindre la moitié de l'ensemble des familles nombreuses du pays, évaluée à 250.000.

Une série de conférences suffirait à peine pour entrer dans le détail de l'activité journalière de la Ligue. Il faut donc bien que je m'en tienne à une rapide énumération.

La Ligue lutte avec acharnement contre la plaie des taudis et dispose de deux Fonds de logement alimentés par une souscription nationale et par les pouvoirs publics, qui lui versent annuellement 35 millions.

Ces fonds prêtent sans intérêt ou à très faible intérêt aux seules familles nombreuses les sommes nécessaires à la construction, à l'acquisition d'habitations à bon marché et au paiement des loyers. Les primes octroyées par le gouvernement aux constructeurs de maisons à bon marché sont proportionnées aux charges de famille. Il est tenu compte des charges de famille dans les alloca-

tions payées aux chômeurs, aux victimes des accidents de travail et des maladies professionnelles et d'une façon générale, aux pensionnés civils et militaires.

La Ligue a un Fonds des études subsidié par l'Etat, institué pour permettre aux enfants des familles nombreuses de la classe ouvrière et de la bourgeoisie de faire des études professionnelles ou des études moyennes et aussi des études complètes. La subvention de l'Etat est d'un million et demi par an et si la crise n'avait pas eu sur notre trésorerie des répercussions trop visibles, nous aurions certainement déjà obtenu une majoration de ce subside.

Notre législation fiscale s'inspire de plus en plus des indications de la Ligue des Familles nombreuses, et celle-ci compte au Parlement des défenseurs inlassables qui ont déjà obtenu et obtiendront encore pour elles des dégrèvements importants en matière de taxe professionnelle, de contributions foncières, d'impôts sur le mobilier et surtout de droits de succession. Ceux-ci devront être majorés en ligne collatérale dans la mesure où il le faudra pour pouvoir les supprimer complètement en ligne directe, au moins pour les petits héritages.

La Ligue s'occupe aussi de prévenir l'émiettement des petits patrimoines, conséquence déplorable du partage forcé et des droits de mutation excessifs. Elle n'entend pas qu'on qualifie de faveurs ou d'avantages les réductions fiscales accordées aux familles nombreuses. Il est plus exact de parler, comme on l'a fait d'ailleurs dans un des Congrès des Etats généraux des familles de France, d'une ristourne parfaitement justifiée sur le rendement des impôts de consommation dont les familles nombreuses supportent la plus lourde part.

La Ligue organise l'achat en commun ou tâche tout au moins d'obtenir dans les magasins des réductions notables, en retour de la clientèle plus nombreuse qu'elle assure.

Elle n'a naturellement pas oublié d'obtenir pour les familles nombreuses des allègements des charges militaires et des réductions de tarifs aux chemins de fer.

Elle s'efforce aussi, et vous devinez tous combien ceci est important, de procurer des servantes aux familles nombreuses.

Elle n'a jamais cessé d'avoir à son ordre du jour la lutte contre l'immoralité sous ses formes multiples et elle ne cesse de dénoncer l'impunité scandaleuse dont bénéficient trop souvent les meneurs de pourriture morale.

Ai-je besoin d'ajouter que la Ligue a pris une part des plus actives à la diffusion des allocations familiales et à l'élaboration de la loi déjà en vigueur et qui en étend le bénéfice à tous les appointés quels qu'ils soient.

Comme la Ligue est essentiellement nationale et composée de membres appartenant à nos trois grands partis politiques, elle a naturellement dû s'abstenir de prendre position dans les questions disputées entre partis. Ce sont notamment, vous le devinez, celles qui ont trait aux droits politiques et civils de la femme.

Une Ligue spéciale qui s'appelle « le Féminisme chrétien de Belgique » s'en occupe activement depuis trente ans du point de vue catholique, et parmi ces revendications, il en est qui intéressent au plus haut point la famille nombreuse, notamment le vote familial.

En Belgique, l'opinion publique n'encouragea guère les militants du mouvement féministe. L'immense majorité des femmes subissaient passivement des abus regrettables parce que ces abus existaient depuis toujours et qu'elles se croyaient impuissantes à les faire disparaître.

Et puis, il était bien porté dans certains milieux d'être hostile aux nouveautés du féminisme. Saint Paul fut naturellement invité à couvrir de son autorité les adversaires des suffragettes trop exaltées et les destructrices de l'autorité maritale. Un docteur religieux leur asséna sur le crâne un volume de six cent cinquante pages qui ne tendait à rien moins qu'à condamner le féminisme au nom des principes de la philosophie et de la théologie. Les dirigeantes du mouvement avaient beau répliquer qu'elles n'entendaient combattre que les inégalités injustifiables, sans méconnaître le moins du monde celles qui sont voulues par la Providence dans l'intérêt de la famille et de la femme elle-même. Leurs voix restèrent longtemps sans écho et leur propagande sans résultat apparent. Je dis sans résultat apparent parce que les idées semées un peu partout ont tout de même fini par germer.

Avant la guerre, nous avions le suffrage familial puisqu'une seconde voix était donnée aux pères de famille. Après l'armistice,

la suppression du suffrage plural fit disparaître une disposition législative dont aucun parti politique ne pouvait cependant prétendre qu'elle tendait à le désavantager. Les partisans de la seconde voix aux pères de famille n'ayant pas réussi à faire valoir leur point de vue, le parti catholique estima le moment venu d'assurer le droit de suffrage aux femmes. Les socialistes se trouvèrent très embarrassés car l'égalité politique de l'homme et de la femme a toujours été un des points fondamentaux de leur programme. Mais la majorité d'entre eux craignait les résultats électoraux du vote des femmes et le parti libéral l'appréhendait encore beaucoup plus. A défaut de majorité favorable au suffrage féminin, on se tira d'affaire en inscrivant dans la Constitution que dorénavant une simple loi pourrait attribuer le droit de vote aux femmes, à condition de réunir les deux tiers des suffrages. Cependant les femmes qu'on ne jugeait pas encore assez émancipées de la tutelle de l'Eglise pour être électrices pouvaient en vertu de la nouvelle Constitution être éligibles aux deux Chambres. Notons en passant que l'obligation de déclarer avoir quarante ans, et pour résultat de rendre très rares les candidatures sénatoriales féminines. Le Parlement ne tarda pas d'accorder le droit de vote aux femmes à la commune, mais il ne fut pas admis pour l'élection des Conseils provinciaux correspondant à vos Conseils généraux.

Enfin une autre loi permit aux femmes d'être appelées aux fonctions de bourgmestre ou d'échevin, c'est-à-dire, de maire ou adjoint au maire.

Toutes les autres revendications féministes peuvent être classées en trois catégories, suivant qu'elles visent le régime légal du mariage, l'extension de la puissance maternelle et le droit de la femme de disposer librement du fruit de son travail professionnel. Parmi ces revendications il en est certes qui intéressent directement la politique familiale.

Le fait que les conséquences de la faute de l'un des conjoints peuvent être plus graves que celles de la faute de l'autre ne nous paraît pas justifier le maintien de l'article du Code pénal punissant plus sévèrement l'infidélité de la femme que celle de l'homme.

Il n'est pas souhaitable non plus que le mari ait des droits absolus sur le produit du travail de sa femme et puisse ainsi dilapider impunément l'avoir commun. Il faut trouver le moyen de concilier la nécessité de l'unité de direction dans le ménage avec le droit de la femme de gérer les produits de son travail et de ses économies personnelles. Nous avons récemment voté une loi s'inspirant de cette idée.

Nous répudions la théorie du salaire-appoint en tant qu'il sert de prétexte à moins rémunérer la femme, même quand son travail a une valeur égale à celle de l'homme. Ce qui ne nous empêchera pas de continuer à lutter de toutes nos forces pour éloigner de l'usine et du bureau les femmes mariées.

Enfin le législateur n'a pas oublié que la famille est une association de patrimoines aussi bien que de personnes, et que la stabilité de la famille comme la prospérité du pays exigent qu'on facilite et qu'on assure dans l'industrie et le commerce l'existence d'entreprises familiales.

Vous le voyez, nous avons fait nôtre en Belgique cette déclaration des droits de la famille rédigée par notre cher président des Semaines sociales de France en une formule qui restera, et dont la précision et la concision ne seront pas dépassées.

* * *

Ce sera l'honneur des Semaines sociales de France d'avoir depuis vingt-sept ans mis en relief la doctrine catholique traditionnelle sur la dignité du travail, et d'y avoir vu la garantie indispensable du bonheur familial, de la prospérité des nations et de l'équilibre des relations internationales.

L'évolution économique, sociale et morale des temps présents nous a placés en face d'un dilemme inexorable : ou bien nous remettrons en honneur ou en pratique la doctrine de l'Eglise sur la morale dans les affaires, ou bien les foules déchristianisées, peu effrayées par la perspective d'une révolution dont elles n'envisagent pas comme nous les conséquences, iront grossir les effectifs de la troisième Internationale de Moscou.

Envisager une autre hypothèse, c'est esquiver la réalité et perdre son temps. Dans tous les milieux industriels du monde, deux civilisations sont entrées en conflit : celle du christianisme, et celle qui en est la négation radicale.

Certes, il n'est jamais inutile d'établir que le régime moscou-

taire est un régime d'oppression, de délation, qu'il entraîne l'absorption de la personnalité et provoque la désagrégation de la famille, qu'il méconnaît les données psychologiques les plus évidentes et les lois économiques les mieux établies. Mais si vous n'avez que cela à dire, on pourra toujours vous répliquer ce que me cria un jour un jeune ouvrier communiste : « Tout cela est possible et assurément regrettable, mais on ne fait pas d'omelette sans casser les œufs ». J'obtiens un succès facile auprès de la partie chrétienne de l'auditoire en ripostant : « Il y a trop de sang et de boue dans votre omelette, mangez-la tout seul. » Mais mon interlocuteur ne fut pas convaincu, car il croyait sincèrement qu'au bout d'une période de transition plus ou moins longue et pénible, il verrait se lever l'aube d'un avenir meilleur pour les pauvres. S'il avait été documenté, il aurait pu ajouter que le pays dont le gouvernement a pour programme de détruire le gouvernement des autres pays, est largement ravitaillé en capitaux et en ingénieurs par de nombreux industriels et financiers des Etats-Unis et de l'Europe. C'est leur façon à eux de pratiquer la morale dans les affaires.

Ce n'est assurément pas dans cette ville de Mulhouse, dont on nous a rappelé les glorieuses traditions sociales, qu'on trouvera beaucoup de partisans de la loi de l'économie des forces qui estiment qu'il faut avoir confiance dans la parole du Seigneur, nous assurant qu'Il est avec nous et avec son Eglise jusqu'à la fin des siècles.

Aucun théoricien ni aucun exégète n'a jamais prétendu que ces paroles du Seigneur visent chaque pays en particulier et nous dispensent d'un travail dont la Providence permet que dépendent en grande partie l'extension de son règne et le salut des âmes.

Assurément, notre premier devoir est de rappeler sans cesse aux masses comme aux élites dirigeantes la grande loi de la hiérarchie des valeurs, c'est-à-dire, le primat de l'âme sur le corps, du spirituel sur le temporel et de l'éternité sur le temps. Mais il n'est plus permis d'oublier que cet apostolat religieux ne serait ni prévoyant ni efficace s'il n'implique pas une politique familiale méthodique.

Il m'est revenu qu'un groupe de catholiques français se proposent de constituer, de préférence à Rome, un Office international d'études familiales chargé de mettre au point le problème sous son triple aspect : doctrine familiale, organisation familiale et représentation familiale.

La Semaine Sociale de Mulhouse rendrait à l'Eglise et à tous les pays d'Europe un service inappréciable si ses dirigeants voulaient bien aider de toutes leurs forces les promoteurs de ce projet. Le Bureau International d'Education familiale fondé par mon compatriote M. De Vuyst pourrait peut-être vous donner un concours précieux.

Et pourquoi n'intéresserait-on pas la Société des Nations à un problème dont dépend la vie même des peuples?

Ce problème n'est-il pas devenu, comme le problème connexe de l'émigration et de l'immigration, un problème international.

Il y va de la paix du monde, car qui ne voit le danger dont nous menace pour l'avenir le déséquilibre inquiétant entre les races prolifiques et les autres?

Je termine en vous jurant de ne pas quitter cette salle sans avoir pris la résolution qui s'impose à nos consciences :

Prêtres, chefs de famille, catholiques de tous les pays, travaillons la main dans la main, afin que la famille nombreuse, respectée et encouragée, le règne de Dieu soit étendu, l'Eglise militante enrichie de recrues, l'Eglise triomphante peuplée d'élus, la patrie assurée de son avenir, et la civilisation chrétienne sauvée du paganisme.

G. RUTTEN, O. P.
Sénateur.

CATHOLIQUES BELGES

abonnez-vous à

La revue catholique
des idées et des faits

CHRONIQUE POLITIQUE

Hollande et Belgique

Des politesses ont été échangées récemment entre La Haye et Bruxelles. La reine de Hollande, dans son discours du trône, a exprimé en termes particulièrement courtois le désir de son gouvernement de régler les questions pendantes avec la Belgique. On sait qu'une conversation discrète est en cours depuis plusieurs mois et des personnes bien placées pour tout savoir affirment qu'elle n'est pas loin d'aboutir. Les paroles de la Reine méritent d'être relevées comme un témoignage de bonne volonté. De son côté, le roi Albert, à la suite de son récent voyage à Paris a tenu à exprimer à la reine Wilhelmine, par un télégramme qui sort du cadre des banalités protocolaires, toute son admiration pour le nouveau pavillon que nos voisins du nord ont édifié à l'Exposition de Vincennes. Quelque chose a changé depuis 1926, quelque chose à moins que ce ne soit tout...

D'une part, la construction si vigoureusement entamée du canal Albert a mis entre les mains de la Belgique des atouts qui lui permettent de négocier à armes égales le délicat problème des eaux intermédiaires. Grâce à l'initiative énergique du cabinet Jaspar, la Belgique n'est plus seulement demanderesse, et c'est une sérieuse raison pour que l'on s'entende, en coordonnant, pour le plus grand bien de tous, le régime des voies navigables des deux pays. D'autre part, la situation de l'Europe est devenue telle que le rapprochement de la Belgique et de la Hollande, exposées aux mêmes dangers politiques et économiques, apparaît plus nettement comme une nécessité de l'heure. La crise anglaise est un événement de très grande portée. Par la force des choses, la Grande-Bretagne entre dans une période de recueillement politique; elle va peut-être à son tour essayer du remède protectionniste. Dès lors, les pays à faible marché intérieur ne peuvent trouver le salut que dans des ententes qui les fassent bénéficier de certains avantages assurés aux grandes nations. La question des unions douanières est posée : on ne l'évitera plus.

Le désordre économique qui existe en Allemagne suffit à interdire à la Hollande toute idée d'entente commerciale avec le Reich à supposer que la simple prudence politique ne suffise pas à l'en dissuader. Il est naturel, dès lors, que l'idée d'une entente complète et durable avec la Belgique revienne à l'esprit de tous ceux qui songent à la stabilité de l'Occident. Si la Hollande et l'union belgo-luxembourgeoise parviennent à ajuster leurs tarifs de façon à présenter un front unique, le bloc ainsi constitué mériterait d'être traité avec égards par les autres nations. Qui sait si une entente économique avec la France ne deviendrait pas plus facile? En tout cas, les objections d'ordre politique que l'on peut opposer aujourd'hui à l'idée d'une union douanière franco-belge disparaîtraient presque complètement si la Hollande entrait dans la combinaison. Les deux nations trop faibles pour mener utilement une négociation isolée seraient en bonne posture pour obtenir ensemble le traitement favorable dû à un gros client.

* * *

L'idée d'une union douanière hollando-belge est ancienne. Elle a été caressée chez nous par Frère-Orban et par Beernaert, mais elle n'a pas rencontré à La Haye, sauf de la part du Dr Kuyper, de sympathies bien vives. La neutralité belge était jadis une sérieuse pierre d'achoppement. On se méfiait en Hollande des obligations internationales dont la Belgique portait la charge.

L'obstacle juridique a disparu et l'on a de nouvelles raisons de prétendre que maintenant il existe de plus en plus entre l'indépendance des deux pays une solidarité de fait. Pourrait-on concevoir l'une survivant à l'autre? Non. Dès lors, le jour où la Belgique et la Hollande auraient réglé à leur satisfaction commune le régime de l'Escaut et celui des eaux intermédiaires, un rapprochement plus intime serait dans la logique des choses. La défiance qui existe en Hollande envers la politique de la Belgique, défiance dont le faux d'Utrecht a indiqué la source, ne résisterait pas à une confrontation loyale des vues des deux parties et à un contact permanent établi entre les hommes d'Etat responsables. Appuyés l'un sur l'autre, la Belgique et la Hollande groupent plus de 14 millions d'habitants, de vastes colonies, des richesses considérables, un outillage incomparable. Leur accord serait un pas décisif dans la voie de la reconstitution de l'Europe.

Le problème est difficile; il soulève des questions délicates d'ordre technique; il exige, pour être résolu, une évolution des idées, un changement dans l'atmosphère qui imprègne nos relations depuis un siècle. Mais à supposer qu'il n'y ait plus entre nous la pomme de discorde que constitue la question de l'Escaut, on peut raisonnablement espérer la disparition des obstacles qui barrent la route à ce qui serait en réalité une restauration, dans la politique du continent, de la vieille idée lotharingienne.

Cette conception, qui semble à première vue purement livresque, a été exaltée en des termes émouvants par l'honorable ministre des Colonies dans le discours qu'il a prononcé à la réunion de la Fédération des Cercles catholiques à Eupen et nous nous réjouissons, quant à nous, d'avoir entendu pour la première fois un membre de notre gouvernement faire appel à l'imagination créatrice pour fixer un but à la politique de la Belgique. Un peuple grandit le jour où il prend conscience de sa mission, où il entrevoit un idéal lointain, où il trouve des raisons nobles de croire en sa propre durée. Certes, la conduite de nos relations extérieures exige un réalisme sagace et un ferme bon sens; mais l'exemple de Cavour comme l'exemple de Léopold II prouvent que cela n'exclut pas, dans la détermination du but à atteindre, l'appel à l'idéal. En ce moment, après les tueries de la Grande Guerre, il existe de généreuses aspirations pour la paix entre les peuples; elles dégèrent souvent en rêveries purement sentimentales ou en manifestations anarchiques. Les peuples des marches peuvent cependant revendiquer l'honneur de réaliser une œuvre de pacifisme constructif en consolidant des centres de résistance, en formant des milieux propices à la conciliation des intérêts, en garantissant l'ordre à certains points névralgiques du monde. Cette mission bienfaisante qui peut être une source de grandeur et de profits, n'est réalisable, tant elle exige d'énergie et de courage, que par une nation dont la politique s'appuie sur une mystique appropriée. En l'entretenant dans le cœur et dans l'esprit de ses fils, la Belgique pourrait aspirer à un rôle important et tourner vers une fin utile les forces qui menacent trop souvent de la déchirer. Il faut bien se dire que la simple politique de neutralité, d'abstention est incapable d'enflammer l'âme; l'idée lotharingienne, au contraire, est une idée force. Elle doit être dépouillée de son contenu archaïque, épurée de toute ambition territoriale, mise au point en un mot. Dans l'affreux désarroi qui bouleverse le monde, qui ébranle les Etats, qui ruine les systèmes, il est indispensable de courir au plus pressé et de réaliser les ententes régionales susceptibles de parer à la menace du flot. La Société des Nations trouverait là son plus solide appui, fortement enraciné dans les faits.

Comte LOUIS DE LICHTERVELDE.

Le romantisme⁽¹⁾

VII

LES RÉACTIONS CONTRE LE ROMANTISME

Ainsi, la seconde moitié du XIX^e siècle, malgré l'échec, la désagrégation de l'école romantique, est encore tout entière sous le signe du romantisme, dépasse l'école romantique, et dans le temps, et dans l'espace, si nous entendons par espace, autour et au delà du domaine littéraire, tous les autres domaines de la pensée et de la vie.

Laissons de côté les survivants de l'école. Ils ne compteraient plus guère, s'il n'y avait Hugo. Des *Burgraves*, en 1843, jusqu'à sa mort en 1885, — sans parler des ouvrages posthumes, — cet homme, qui ne mérite, ni la gloire officielle dans laquelle on a voulu l'embaumer, ni le discrédit dans lequel il est tombé, prolonge, en l'exagérant, le romantisme littéraire. Ce qui soutient son œuvre, de plus en plus viciée par le romantisme politique, c'est une prodigieuse puissance d'évocation, une maîtrise absolue de la langue et du vers. Mais cette œuvre, presque anachronique, est d'un isolé. Néanmoins, ce que nous avons dit du romantisme en général peut s'affirmer de Hugo en particulier : tous ceux qui manient la langue française, le vers, lui doivent quelque chose, même s'ils réagissent délibérément contre lui.

Sous l'ombre de Victor Hugo, on trouve encore, en plein Parnasse, en plein symbolisme, des poètes romantiques. François Coppée est romantique dans son théâtre, Sully-Prudhomme dans toute la partie sentimentale de ses vers. Romantique encore, avec un paganisme un peu trop voulu, qui fait songer à une certaine Renaissance, la comtesse de Noailles. Romantique surtout, Pierre Loti, le dernier représentant du « mal du siècle », l'arrière-petit-fils de René, voyageur et las, inquiet et plein d'orgueil, comme lui. Au théâtre, la dernière fusée romantique, c'est Edmond Rostand qui l'a lancée : *Cyrano* n'est pas une pièce méprisable. Et maintenant, M. Jean Cassou reprend le jeu, avec une vitalité que ne peut contenir, satisfaire l'étrouffement de la vie quotidienne avec ses besognes obligatoires. Tout de même, le sens de romantisme se rétrécit peu à peu, devient synonyme de sentimentalité, de fantaisie, de goût pour l'évasion dans le rêve, avec une nuance péjorative. Le romantisme n'est qu'un pastiche désormais.

* * *

Mais nous avons assez marché sur la queue du romantisme littéraire. Ce qui est important, c'est de constater, d'une part, les efforts du XIX^e siècle pour se débarrasser du romantisme, de l'autre son impuissance à l'éliminer, à sortir de cette atmosphère.

Le premier effort pour sortir du romantisme fut tenté autour de 1840. Il est assez naturel que la réaction ait commencé par le théâtre : Rachel et le retour à Racine, Ponsard, Augier, l'école du bon sens. Cette réaction porte la marque de Louis-Philippe et de l'esprit bourgeois. Elle n'eut qu'un succès négatif : si elle relégua le drame romantique dans les coulisses, elle ne réussit point à provoquer une véritable renaissance du théâtre français.

La seconde réaction, beaucoup plus forte, s'accomplit sous le règne de Napoléon III, dans le roman et dans la poésie : le réalisme, le Parnasse. Mais elle n'atteignit pas, ni ne pouvait atteindre, le fond du romantisme : elle le rectifia, le canalisa ; elle ne transforma point suffisamment les esprits. Une telle transformation aurait exigé ceci : d'abord, une génération qui n'eût point débuté dans

(1) Voir la *Revue Catholique* des 11, 18 et 25 septembre, 2 et 9 octobre.

le romantisme et par le romantisme, comme ce fut encore le cas pour celle de Sainte-Beuve et de Mérimée, puis celle de Flaubert et de Leconte de Lisle ; ensuite, une secousse, la leçon des événements ; enfin, la volonté de comprendre cette leçon et d'en tirer les conclusions nécessaires.

La défaite de 1870 fut cette secousse, cette leçon. La France a-t-on dit souvent, a dit récemment M. Tardieu, sait mieux profiter de ses défaites que de ses victoires. L'esprit français, qui a de la fierté, de la clairvoyance, de la promptitude, se ressaisit très vite. L'esprit français, comme Antée, reprend sa force dès qu'il touche du front la terre, dès qu'il revient à ses traditions et à ses soucis.

Il a trois sources d'énergie : le sentiment national, — la terre et les morts, selon la formule de Barrès, — l'esprit classique, la tradition catholique. Elles lui avaient donné la force de se redresser, de se reconstruire, après les terribles guerres civiles et religieuses du XVI^e siècle. Elles lui auraient donné la même force après la Révolution et l'Empire, si le romantisme n'avait pas été vicié par des influences étrangères et surtout par le rousseauisme, et s'il n'avait été, dès le début, désorienté par les circonstances. C'est, enfin, grâce à elles que l'esprit français parvint à se ressaisir intellectuellement, sinon politiquement, après 1870 ou, pour être plus précis, après l'affaire Dreyfus, dont l'influence fut si considérable sur lui, les quelque vingt années qui précédèrent la grande guerre.

C'est alors que nous constatons un véritable retour aux classiques, c'est-à-dire une rénovation dans la manière de comprendre les grands écrivains du XVII^e siècle que l'enseignement officiel avait depuis longtemps momifiés. Brunetière, qui fut peut-être un pion, mais un pion de génie, et dont le nom ressortira du demi-oubli où momentanément il est tombé, Brunetière fut le premier et robuste artisan de cette révision des valeurs. Car il ne s'agissait plus d'admirer les classiques pour des raisons de style, de composition, de perfection : il s'agissait de voir en eux l'expression même du génie français, tel que l'ont formé, encore une fois, la terre et l'histoire, l'humanisme gréco-latin, le catholicisme ; il s'agissait de trouver en eux les maîtres à suivre pour sortir de l'anarchie intellectuelle et morale ; il s'agissait de les comprendre, non plus comme des écrivains froidement raisonnables, tout occupés à formuler et à appliquer des règles, mais comme des tempéraments passionnés en lutte — lutte héroïque — pour la domination de soi-même, pour l'ordre sans cesse menacé : des romantiques résolus à ne point l'être, — ceci dit avec prudence, pour éviter toute apparence d'anachronisme, et ne pas recommencer, en abrégé, le père Deschanel. Mais le retour aux classiques impliquait la critique du romantisme, non pas tant celle de la littérature que celle des idées romantiques. Cette critique, parfois violente, injuste — qu'on pense au livre de feu Pierre Lasserre — était nécessaire, comme un vésicatoire, pour décongestionner l'esprit français.

Mais ce retour aux classiques, cette rénovation dans la manière de les comprendre, bien plus : cette influence que les classiques exercent derechef dans la littérature — l'influence de Racine et de Pascal sur le roman contemporain — n'est qu'un aspect du redressement français à la fin du XIX^e siècle ; rappelés ici que le XIX^e siècle finit en 1914. Un aspect, et une conséquence. Conséquence du mouvement national, voire nationaliste, dont les initiateurs, les chefs, sont ces deux hommes si profondément différents : Maurice Barrès et Charles Maurras, — l'un, romantique parti de l'individualisme le plus raffiné, le plus dégénéré, — l'autre, pur classique, pur méditerranéen, le seul écrivain peut-être, avec Anatole France (de là sans doute l'indulgence, l'admiration de Maurras pour France), dans lequel on ne trouve plus trace de romantisme.

L'influence conjuguée de Maurras et de Barrès sur les généra-

tions nouvelles, à la veille de la guerre, fut profonde. Avec celle du philosophe Bergson, elle définit ce moment de la pensée française. Mais je voudrais insister sur Barrès, car il me paraît correspondre assez harmonieusement, à la fin du siècle, à ce que fut Chateaubriand au début. Correspondance de style : la phrase de Barrès procède, avec tous les acquis, tous les perfectionnements dont la langue a bénéficié, de la phrase synthétique et lyrique dont Chateaubriand fut le créateur. Mais correspondance de race, de tempérament : il y a, dans l'un comme dans l'autre de ces grands poètes en prose, du celtique et du latin à la fois. Correspondance enfin de goûts, de sensibilité, d'ambitions : leurs affinités pour l'Espagne, l'Orient ; leur besoin d'agir, d'être des chefs, de faire de la grande politique ; leur catholicisme plus sentimental et traditionnel que fondé sur une adhésion ferme aux dogmes de l'Eglise, — ce « génie du christianisme » que Barrès, au cours de son œuvre, recompose en l'adaptant à l'époque de la troisième République, laïque et obligatoire. Chateaubriand est un romantique issu du classicisme et qui n'a jamais entendu le renier ; Barrès est un romantique converti au classicisme, mais à la condition de ne pas renier ses premiers dieux. Chateaubriand est resté royaliste par fidélité, sans trop croire à la monarchie, comme Barrès est resté fidèle à la république, à laquelle il ne croyait guère non plus.

Le nationalisme français était un pressentiment de la guerre, une préparation des âmes à la guerre. Nationalisme de défense avant tout ; on ne saurait l'accuser d'impérialisme sans injustice. La guerre, les déceptions de la victoire, le sacrifice de toute une génération, — fait capital qui marque un retard, un arrêt, un recul même dans le destin de la France et le développement de son génie, — tout cela semble avoir interrompu ce mouvement si plein d'ardeur et de jeunesse. Encore faut-il constater que ce nationalisme, phénomène d'avant-guerre et de guerre, n'a pas su renouveler son programme, l'ajuster aux besoins et aux conditions d'un monde nouveau.

* * *

Plus profond, en revanche, puisqu'il ne s'agit plus seulement de régime et de nation, mais de la destinée humaine et des principes mêmes de la vie ; plus profond, donc plus durable, fut, est encore le retour au catholicisme. Le réveil du sentiment national, le nationalisme, menait au catholicisme, parce que le catholicisme, c'est la religion de la France, c'est un des éléments constitutifs de l'esprit français, et parce qu'il fallait bien s'apercevoir que travailler contre le catholicisme, c'était travailler contre la France. Mais il y eut d'autres causes : la « faillite », non de la science, comme le prétendait Brunetière, mais de la superstition scientifique ; la démonstration, apportée par la science elle-même, qu'opposer celle-ci à la foi n'est pas une attitude sérieuse, scientifique, et que, sérieusement, scientifiquement pratiquées, l'histoire des religions, l'histoire naturelle, l'archéologie, l'exégèse, loin de démolir le christianisme, tendent plutôt à le confirmer ; enfin, la constatation des méfaits, des ravages, tant individuels que sociaux, dont le matérialisme, sous toutes ses formes, était en train de se rendre coupable. Il y eut ainsi, de 1885 à 1914, une détresse morale, un besoin de croire, assez analogue à celui qui se produisit sous la Révolution, durant le premier romantisme. Comme alors, on constate un mouvement de conversions que, ni l'affaire du modernisme, ni, récemment, celle de l'Action française, n'ont arrêté. Si je voulais assigner un début à ce mouvement, je choiserais deux faits : la conversion de Huysmans, la publication du *Disciple*. Ce qui empêcha un retournement comme celui du second romantisme, ce fut la solidité de l'éducation doctrinale, solidité due elle-même à la renaissance de la philosophie thomiste. Si, pour beaucoup, les sympathies à l'égard de l'Eglise eurent, au départ, une cause nationale, il faut reconnaître que l'actuel renouveau catho-

lique se fonde avant tout sur des bases doctrinales et tend à l'universalité : en cela, il ressemble au renouveau du XVII^e siècle, et il est aussi peu sentimental, subjectif, romantique en un mot, que possible. Je n'instaure pas ici une comparaison de valeurs littéraires, mais la culture catholique d'un Claudel est autrement forte que celle d'un Lamartine, d'un Hugo, voire d'un Chateaubriand, et Lamennais n'a jamais possédé le fonds philosophique et théologique d'un Jacques Maritain. Constatons enfin, pour demeurer, — ou rentrer — dans la littérature, que les formes les plus hardies, les plus modernes de celle-ci, ne sont plus considérées, désormais, comme incompatibles avec le catholicisme.

VIII

CONCLUSION

Impossibilité d'éliminer le romantisme. Celui-ci est une inquiétude, signe de l'instabilité politique et sociale.

Cette dernière remarque n'est point un hors-d'œuvre. Au contraire, elle va nous permettre de faire une constatation importante pour marquer la position de la seconde moitié du XIX^e siècle à l'égard du romantisme.

Parce qu'il était une libération du classicisme et qu'il se trouvait contemporain d'un monde nouveau, obligé de reviser toutes les valeurs ; par le fait aussi de son caractère européen, correspondant à une révolution, une instabilité, une inquiétude européenne, le romantisme eut toutes sortes de curiosités, se lança dans toutes les directions, connut la passion des découvertes. Incontestablement, malgré le mal qui le rongé, il eut de la jeunesse, c'est-à-dire de l'enthousiasme. En cela, il ressemble à la Renaissance, comme le Cénacle fait songer à la Pléiade : la réhabilitation de Ronsard par les romantiques n'est pas due à un hasard, à un caprice d'érudit. Mais, comme la Renaissance, le romantisme paya son ardeur d'un défaut : la superficialité. Le classicisme — entendons le XVII^e siècle — fut, nous le savons, une vérification des résultats acquis par la Renaissance, un triage de tout ce que celle-ci avait amoncelé d'idées, de formes et de mots, enfin une méthode imposée à une curiosité sans limites, à une ardeur sans frein : eh bien ! la seconde moitié du XIX^e siècle a repris de même, à pied d'œuvre, après les avoir démolies, les constructions hâtives du romantisme. Ne parlons plus, ici, de la mise au point littéraire : Parnasse et réalisme. Mais entrons dans le domaine de la science et des idées.

Le romantisme avait le goût, la passion de l'histoire : la seconde moitié du XIX^e siècle a vu se créer presque et se développer les sciences historiques. Le romantisme avait le goût, la passion du moyen âge : c'est durant cette seconde moitié du XIX^e siècle que se constitue une science des choses médiévales. Il avait la manie de la couleur locale : la seconde moitié du XIX^e siècle fut l'âge des patientes et minutieuses reconstitutions, l'âge de l'archéologie. Il avait la curiosité des peuples et de leurs traditions : la seconde moitié du XIX^e siècle a fait de l'ethnographie une science. Il avait la curiosité des littératures étrangères : durant la seconde moitié du XIX^e siècle, l'histoire littéraire, qui se forme et qui détermine ses méthodes, s'attache aux littératures étrangères avec autant de soin qu'à la littérature française, les traductions se multiplient et nous avons maintenant la « littérature comparée ». Le romantisme fut, à un moment donné, catholique avec ardeur : la seconde moitié du XIX^e siècle a conféré au catholicisme des méthodes et un esprit scientifiques, et l'on parle aujourd'hui de « culture catholique ». Et l'on pourrait allonger la liste. Concluons simplement que la seconde moitié du XIX^e siècle — bien entendu la date de 1850 n'a point ici la rigidité d'une borne, — a repris

toutes les idées du romantisme et les a soumises aux méthodes scientifiques. Ce qui fut, durant le romantisme, systèmes, théories, curiosité, engouements, modes, elle en a fait des sciences. (Reconnaissons en passant les mérites que les Allemands se sont acquis sous ce rapport.) Certes, il a fallu tout recommencer : après Michelet, Fustel de Coulanges. Mais c'est dire aussi le rôle de précurseur, d'initiateur que le romantisme a joué : il a ouvert un réseau de nouvelles voies. *Bahnbrecher* : employons ce mot allemand, puisque nous venons de faire allusion à la science allemande.

* * *

Cependant, notre double comparaison, d'une part entre la Renaissance et le XVII^e siècle, de l'autre entre le romantisme et la seconde moitié du XIX^e siècle, se révèle boiteuse en ceci :

L'union, la coopération, l'accord qui s'étaient instaurés au XVII^e siècle entre l'« intelligence », le pouvoir et l'Eglise, et grâce auxquels s'est reconstruite la France, le XIX^e siècle, à aucun moment, ne fut capable de les réaliser. Au contraire. Ce qui, par exemple, caractérise la Troisième République, c'est bien le conflit entre l'Etat et l'Eglise. La pensée française devait en souffrir, elle en souffre encore. Quant à parler aujourd'hui d'accord entre la pensée française et l'Etat français, même sur un point essentiel comme le régime, il est inutile d'y songer. La littérature, au XVII^e siècle, fut « gouvernementale » : ce fait, possible et même normal avant la Révolution, ne s'est plus reproduit. Depuis le romantisme, la France a vécu sous le signe de la séparation entre l'Etat, l'Eglise et la pensée. C'est heureux pour la pensée, pour l'Eglise, pour l'Etat, isolément. Ce l'est peut-être moins pour la France elle-même. Passons.

Il aurait fallu cependant, il faudrait aujourd'hui, une discipline nationale et religieuse, pour mettre un peu d'ordre dans cette intense agitation intellectuelle qui n'a cessé de grandir depuis le XVIII^e siècle, et pour laquelle le romantisme marque l'ouverture des écluses. Malgré des efforts successifs, mais partiels, la seconde moitié du XIX^e siècle ne sut y parvenir. Elle fut donc incapable d'ordonner, d'assimiler le romantisme, tandis que le XVII^e siècle avait été capable d'ordonner, d'assimiler la Renaissance. Eliminé d'un côté, le romantisme reparait d'un autre, telle une contagion dont les médecins combattent les effets, mais dont ils ne parviennent point à trouver le foyer.

Reprenons ce leitmotiv : le romantisme est un phénomène qu'on arrive à décrire, non une doctrine que l'on définit en la ramenant à son principe d'unité. Ne le reprenons que sous un seul de ses multiples aspects : cette religiosité, ce mysticisme que ne contiennent plus, ni le dogme catholique, ni la morale chrétienne, mais qui de toutes parts, se diffusent et se répandent. Comment alors ne point constater ses incessantes variations jusqu'à ce jour ? La liste chronologique établie par les sieurs Dupuis et Cottonet, de la Ferté-sous-Jouarre, n'est pas encore close : il faut au contraire l'allonger. Après la religion de la nature et celle de la passion, nous eûmes, à un moment où l'école romantique était dispersée, la religion de la science, c'est-à-dire un romantisme scientifique dont l'*Avenir de la science* de Renan nous semble l'expression significative. Ensuite, avec toutes les formes du subjectivisme et de l'intuitionnisme, nous eûmes un romantisme philosophique dont Henri Bergson est le représentant le plus génial, — génial, parce qu'il le domine et le dépasse : n'avons-nous pas dit, il le faut rappeler, que la philosophie du devenir est incluse dans le romantisme comme la philosophie de l'être est incluse dans le classicisme ? La guerre elle-même nous a replongés en plein dans le romantisme pacifiste, humanitaire et politique, dont on pouvait croire que, depuis 1848, il était discrédité, fini. On pourrait même parler d'un romantisme économique, et sans paradoxe. Car, dès qu'une science, une discipline,

une doctrine perd le sens de ses propres limites et devient un absolu qui exige de ses adeptes une foi mystique, située au delà de l'expérience et de la raison, on peut parler de romantisme.

Nous venons de mentionner la guerre, la grande guerre. Elle a provoqué une recrudescence générale, européenne, de romantisme, non pas en littérature, non pas en art, seulement — ce qui ne serait pas si dangereux — mais dans tous les autres domaines, et les plus importants, de la vie. On peut dire que le romantisme, abandonné par les élites, s'est répandu largement dans les masses, qu'il s'est vulgarisé. Le romantisme règne en Allemagne, qui d'ailleurs n'en est jamais sortie, car le Germanain a le romantisme dans le sang : si l'on veut étudier le romantisme sous ses formes les plus violentes, les plus extrêmes, c'est dans l'Allemagne actuelle qu'il convient de se placer. En France, il y a lutte ; mais ce romantisme élargi, extra-littéraire, que nous venons de décrire, est certainement en recrudescence.

Il est en recrudescence, juste au moment où il épuise dans les lettres, ses ultimes effets, où littérairement il achève donc, non pas de mourir, mais cadavre, de se décomposer. Comme inspiration et comme style, le romantisme n'est plus, insistons-y, qu'un pastiche : on peut faire du romantisme comme on peut faire du XVIII^e siècle, ou s'amuser à parler le langage du Grand Siècle, ou ronsardiser, et c'est la preuve qu'il appartient au passé littéraire. Mais il n'en a pas moins anémié la littérature. Son individualisme devait détruire peu à peu toute possibilité d'école : de fait, il n'y a plus d'école aujourd'hui. Son lyrisme, après que le symbolisme, poussant à l'extrême la réaction contre la prosodie classique, eut instauré le vers libre, devait détruire peu à peu le vers, et se diffuser dans la prose, comme la religiosité du romantisme, après avoir détruit le dogme et la morale, s'était diffusée hors de la religion. Le théâtre ne s'est jamais relevé depuis l'échec, inévitable, du drame romantique. Et le roman menace de s'épuiser aussi, mais par surproduction.

Sans doute, il serait faux, il serait injuste de transformer le romantisme en bouc émissaire. La décadence, momentanée, de la littérature française a d'autres causes plus déterminantes : des causes politiques, des causes sociales, des causes économiques. Pourtant, est-ce une erreur de penser qu'elles auraient agi moins fortement, ces causes, si, en définitive, le romantisme n'avait engagé la littérature française dans la voie de l'anarchie intellectuelle, morale et religieuse ? Certes, la libération était nécessaire ; elle s'imposait d'autant plus qu'il n'y avait plus rien à espérer d'un classicisme devenu stérile. Mais toute libération contient en elle un germe d'anarchie.

Entendons-nous bien : le XIX^e siècle ne fut pas stupide. Ce fut un grand siècle littéraire ; sinon le plus grand, du moins le plus riche et le plus varié des quatre grands siècles qui composent la littérature moderne en France. Mais ce siècle fut instable, parce qu'il fut inquiet.

* * *

Inquiet, inquiétude. Nous tenons, ici, ce qui va nous permettre de caractériser le romantisme. Nous touchons le fond même du romantisme, un fond, non de roc, mais de sable. Ici, nous devons encore sortir de la littérature. Qu'est-ce que le XIX^e siècle ? Une étape d'une révolution à l'autre, une période intermédiaire entre la Révolution française et la révolution russe, l'une conduisant nécessairement à l'autre. Le XIX^e siècle n'a cessé de le prévoir, de le sentir. Il a eu le sentiment d'être provisoire en tout. Il ne se présente point à nous, qui avons maintenant assez de recul pour le juger, comme un nouveau monde succédant à celui de l'ancien régime, mais comme un passage de l'ancien régime à un monde nouveau dont nous commençons à peine à distinguer les linéaments. La faiblesse du XIX^e siècle fut de n'avoir pas su établir un ordre

social, de s'être fondé sur la conception bourgeoise, et toute politique, de l'individualisme. Mais rien de solide, pas même en littérature, ne se peut construire hors la base d'un ordre social stable et vraiment organique. Nous le voyons aujourd'hui, la Révolution française eut un caractère politique et juridique; son caractère social n'est pas suffisamment « sorti ». Elle impliquait donc une suite. Cette suite s'est préparée par une série de guerres et de révolutions sporadiques, jusqu'au jour où le grand conflit devait éclater. Celui-ci a détruit le XIX^e siècle, et, comme tout est relatif, le XIX^e siècle est devenu, pour nous, à son tour, l'ancien régime.

Prenons la France. De 1789 à 1914, elle a successivement essayé de tous les régimes, de toutes les variantes que pouvaient présenter la monarchie, l'empire et la république. Si cette dernière a pu durer plus longtemps que les deux autres, c'est-à-dire soixante ans, elle a usé plus de quatre-vingt gouvernements. Il est vrai que la France peut supporter mieux qu'aucune autre nation un certain désordre, une certaine instabilité politique. Mais comment sa littérature n'aurait-elle pas subi l'influence, moins peut-être de ces changements continus que de l'agitation, de l'inquiétude dont ces changements étaient le signe? Car, il n'y a pas seulement les faits, il y a les sentiments et les idées. Durant tout le XIX^e siècle, la France et l'Europe n'ont cessé de se tourner et de se retourner dans leur lit.

Tant que nous ne serons pas sortis de l'« après-guerre » qui se prolonge, tant qu'un ordre nouveau, non seulement politique, mais surtout social, ne sera point établi — aussi relativement qu'un ordre de ce genre peut s'établir dans le monde — tant que nous ne serons pas entrés dans une ère de synthèse intellectuelle, tant qu'un sentiment de sécurité — relative toujours — ne sera pas venu calmer les peuples, les esprits, nous serons sous le signe du romantisme. C'est cela, cela seulement, que nous pouvons affirmer.

GONZAGUE DE REYNOLD.

Professeur à l'Université de Berne.
Membre suisse de la Commission de Coopération
Intellectuelle à la S. D. N.

L'essentiel

L'essentiel, en ce moment, pour tout Anglais, est de comprendre la gravité extrême du danger que court l'Angleterre. Jamais, en effet, le divorce ne fut plus absolu qu'en ce moment entre notre presse officielle — surtout notre presse populaire — et la vérité. Depuis des semaines, on ne nous a servi que des faussetés et du tronçage, et le gouffre entre la réalité et ce qui est présenté à un public trompé est plus large que jamais. Des cataractes d'idioties ont déferlé qui ont fait de nous la risée de nos rivaux et même de nos amis en Europe. A lire ce qui s'imprime, on devrait croire que la lamentable crise du *sterling* est une espèce de triomphe; que la faillite nationale représente un bénéfice particulier; que la destruction de la stabilité qui fit de la Livre *sterling* la monnaie universelle n'offre pas de quoi s'alarmer.

Ce fut une véritable débauche de mensonges et si nous ne faisons attention, le réveil pourrait être fort dur.

La manifestation la plus caractéristique de cette folie est, peut-être, la vaine fantaisie de penser à imposer au reste du monde une monnaie dépréciée. Notre presse fut remplie de projets de monnaies imaginaires nouvelles qui, par on ne sait trop quelle magie, rendraient les nations incapables de payer toutes leurs dettes, plus prospères que les nations solvables. Fantaisies plus folles les unes que les autres. Quelle que soit la monnaie adoptée, l'homme qui dépense plus qu'il ne possède doit s'écrouler; et ce qui est vrai des hommes, est vrai des Etats.

Le danger est double — financier et économique — et le fait économique est de loin le plus grave.

Le danger financier est créé par le délai dans la stabilisation

de la Livre à un taux déprécié, prolongation de cette période d'anxiété mortelle et d'incertitude; avec la possibilité toujours présente d'une chute soudaine et violente de la Livre.

Jusqu'à présent, ce plus grand malheur fut évité. En ce moment, les fluctuations de la Livre sont réduites depuis quelques jours et l'idée que la stabilisation pourrait bien se faire, en fin de compte, à une valeur-or de 15 et 16 shellings a pour elle les cours actuels.

A la nouvelle que les banquiers partisans d'élections immédiates l'avaient emporté sur ceux qui prônaient la remise, la Livre est montée. Voilà qui montre que l'étranger et notre grand commerce estiment qu'un gouvernement stable avec une grande majorité, sortira des élections. Une grande majorité, non liée à aucun programme déterminé, laissera à ceux qui contrôlent nos grands monopoles (et parmi eux leurs chefs, les banquiers) toute liberté pour réaliser une politique dont les politiciens seraient les porteparole. La baisse des salaires réels et la diminution des salaires-monnaie des fonctionnaires de tout ordre; la réduction à un niveau de famine du secours aux chômeurs; tout ce qui est nécessaire pour restaurer, autant qu'elle est restaurable, la position immédiate du capitalisme industriel en Angleterre, tout cela — pensent ces observateurs — sera réalisé sans opposition.

Bien des choses plaident en faveur de ce point de vue qui est, de toute évidence, celui qui prévaut en ce moment. Il n'y a pas d'opposition parlementaire sérieuse. La prétention de constituer une opposition de la part du parti dit : *Labour-party* est une feinte si manifeste qu'elle ne peut duper personne. Tous les politiciens s'entendent pour une action commune destinée à contenir la colère populaire contre eux. Tous désirent une grande majorité nationale et ils aident à l'obtenir. Les prix de détail n'ont pas encore bougé; les électeurs touchés directement par les réductions des salaires ne sont qu'une petite fraction de la nation et les autres n'ont que très peu de ce que l'on appelle la « conscience de classe » et n'ont jamais eu l'habitude d'employer leur vote comme un instrument politique. L'idée de fortifier la volonté nationale par un vote populaire général est une de ces idées qui n'ont jamais eu cours en Angleterre. Elle est étrangère aux mœurs et aux traditions d'un Etat aristocratique. Le gouvernement doit donc réussir.

Il n'y a que deux objections à une conclusion aussi simple, et le temps seul montrera si l'une ou l'autre aura une importance pratique. D'abord, comme nous le vîmes aux élections de 1929, le nouveau corps électoral, lourd, avec ses masses de jeunes hommes et de jeunes femmes. Son indifférence croissante à l'égard de la politique est incalculable. En 1929, tout avait été arrangé pour obtenir une forte majorité travailliste et on ne parvint pas à la faire se manifester clairement.

La deuxième objection, c'est qu'il peut surgir, en période électorale, une violente tempête de protestations qui ferait hésiter l'étranger et le conduirait à retirer ses fonds restants avant qu'une décision n'intervienne.

* * *

Même si financièrement tout va bien et d'après le plan tracé, il reste le côté économique des événements.

Le projet de baisser les salaires réels peut se réaliser parfaitement. Il y a beaucoup de stocks dans le pays, et comme la généralité des prix baisse encore, le processus de réduction des salaires réels peut être masqué jusqu'au moment où la masse des Anglais y seront habitués et que le *standard of living* aura définitivement baissé. La Livre pourra même se stabiliser au cours élevé de 16 shellings-or. Mais tout cela laissera entier le problème économique : si ce problème-là n'est pas résolu, la crise reviendra, et nous serons comme un homme descendant une volée d'escaliers de l'un palier temporaire à un autre, d'un niveau de vie plus bas à un autre plus bas encore. Nous serons comme un failli qui, ayant payé 16 shellings à la Livre et ayant repris son commerce, est à nouveau embarrassé, refait faillite puis une troisième fois, une quatrième...

Quand quelqu'un ne peut pas payer ses dettes, il n'y a que deux moyens d'en sortir : gagner davantage ou dépenser moins. Moins dépenser est obtenu, dans une certaine mesure, en abaissant le *standard* de vie, mais seulement dans une certaine mesure. Pas suffisamment, dans notre cas. Car notre grand mal est une mauvaise économie de consommation, et il faut une génération pour changer les habitudes du peuple. Les rivaux étrangers de nos ouvriers sont bien nourris, bien logés et bien habillés pour des sommes avec lesquelles l'Anglais ne pourrait pas vivre. Si vous en doutez, allez-y voir.

Le vrai problème est donc d'accroître les revenus de la nation.

Le revenu d'une nation comme la Grande-Bretagne est de trois sortes : ce que le pays produit pour sa propre consommation; le surplus de production qu'il peut échanger avec l'étranger; ce qu'il reçoit de l'étranger en rémunération de services rendus (services rendus par les Anglais résidant à l'étranger, profits sur assurances, sur placements, etc., salaires et pensions dépensés en Angleterre mais provenant de paiements fait par l'étranger, etc.).

Nous sommes à même de produire bien davantage que nous ne produisons, mais seulement quelques produits. Même en travaillant à pleine capacité, nous ne pourrions produire la moitié de ce dont nous avons un besoin vital. Nous importons aujourd'hui pour 70 à 80 Livres par famille (plutôt 80 que 70), et de cela, plus de 70 % représentent des choses nécessaires. Impossible de produire tout le blé qu'il nous faut, tout le cuir, la laine ou même la viande; et les produits exotiques qui nous sont devenus nécessaires comme l'essence et le thé, nous ne pouvons pas les produire du tout. Comme matières premières, nous sommes largement tributaires des importations : métaux, bois. Même en matière d'articles classés comme produits manufacturés une restriction d'importation nous appauvrirait lourdement : exemple : portes en bois et châssis de fenêtres. Nous pourrions les fabriquer dans le pays, mais à des prix qui feraient hausser le coût de la construction ou baisser le *standard* de logement, ce qui revient au même. Il est bon de parler de limitation des importations, mais il faut se rappeler combien le champ susceptible d'être limité est lui-même limité et à quel point pareille restriction nous appauvrirait.

En matière de surplus à échanger avec l'étranger, une dépréciation de la monnaie présente, évidemment, un avantage immédiat. Nous pouvons nous offrir et vendre l'ouvrier avec les stocks existants, jusqu'à épuisement de ces stocks. Ce qui revient à dire que nous sommes à même de payer de plus bas salaires sans que le salarié le sache. Et faisant cela, nous pouvons rivaliser avec la concurrence étrangère. Mais trois considérations se présentent ici. D'abord, les stocks ne dureront pas toujours et quand les prix hausseront, l'ouvrier, probablement, réclamera. Puis, le monde entier est prêt à s'opposer à notre chance nouvelle à l'aide de tarifs douaniers. Enfin, certains de nos clients nous ont imités en dépréciant leurs monnaies et vis-à-vis d'eux nous n'avons donc aucun avantage. Il y a aussi, et pour ce qu'elle vaut, la considération que la matière première nous coûtera davantage dans une monnaie dépréciée.

Quant au tribut payé par l'étranger, il est devenu le facteur le plus douteux de tous pour l'avenir immédiat alors qu'il était, précisément, celui dont nous dépendions le plus dans le passé, pour notre marge de prospérité. Un pays à monnaie dépréciée, et dont la monnaie peut se déprécier davantage encore, ne se maintient pas comme centre d'échanges internationaux. Importer pour réexporter — avec les profits y afférents — tend à disparaître, et tous nous savons que nos revenus pour placements au delà des mers diminuent et continueront sans doute à diminuer. D'énormes intérêts dus par l'Allemagne ont été postposés, et une bonne partie ne sera jamais payée, alors que les bénéfices sur le commerce oriental ont un avenir bien douteux. Impossible de compter sur nos anciennes sources de revenus.

Voilà les faits. Aucune accumulation d'arguments métaphysiques en faveur de monnaies imaginaires, aucun bluff, aucune vantardise, aucun parallèle encourageant avec le passé n'est capable de supprimer ces faits-là.

HILAIRE BELLON.

TARIFS

DES ABONNEMENTS A L'ÉTRANGER

Le prix de l'abonnement pour l'étranger est fixé comme suit :

I. — Pour le Grand-Duché de Luxembourg	17 belgas
II. — Pour le Congo belge	20 belgas
III. — Pour l'Albanie, Algérie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bulgarie, Congo français, Côte d'Ivoire, Espagne, Estonie, Ethiopie, France, Gabon, Grèce, Guinée française, Haïti, Hongrie, Lettonie, Maroc, Martinique, Mauritanie, Niger, Oubanghi-Chari, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Pologne, Portugal et colonies, Réunion, Roumanie, Salvador, Sarre, Sénégal, Serbie, Croatie et Slavonie, Somalis, Soudan, Tchad, Tchécoslovaquie, Terre-Neuve, Tunisie, Turquie, Uruguay, Républiques Soviétiques Socialistes, Brésil, Égypte, Mexique, Equateur	25 belgas
IV. — Pour tous les autres pays	28 belgas

Eclaircissements sur le mariage

Au catéchisme

Mes chers enfants,

Nous allons, aujourd'hui, étudier le dernier des sept sacrements : le mariage.

En le mettant le dernier, on l'a mis à sa vraie place, comme vous allez comprendre tout de suite.

Le premier sacrement est le baptême qu'on donne aux enfants dès qu'ils arrivent en ce monde. Puis vient la confirmation : vous l'avez reçue dernièrement, elle devait vous confirmer dans la foi et vous affermir dans la vertu : j'espère que vous n'en perdrez pas le bienfait de sitôt; nous verrons d'ailleurs bien ce qu'il en sera dans l'avenir. Le troisième sacrement est la pénitence, qui efface les péchés, pourvu qu'on ait la contrition et le bon propos. L'eucharistie est le quatrième; on le reçoit de nos jours dès l'âge de six ou sept ans. L'ordre est donné à ceux qui deviennent prêtres, vers l'âge de vingt-trois ou vingt-cinq ans. Quant à l'extrême-onction, on l'administre aux vieilles personnes quand on sent qu'elles vont passer le pas et aux autres lorsqu'elles sont en danger de mort.

Mais une fois les vieilles personnes parties, et les mourants, trépassés, tout n'est pas fini; l'on ne peut s'en tenir là, comme si c'était demain la fin du monde; l'humanité doit poursuivre sa route; la terre reste pleine de bonnes choses à consommer et le paradis du Bon Dieu, plein de bonnes places vides à occuper : c'est pourquoi, le mariage existe : c'est un sacrement qui unit l'homme et la femme en vue de réparer les dégâts causés par la mort et peupler la terre de futurs élus.

L'histoire sainte raconte qu'après avoir créé Adam, Dieu dit : « Il n'est pas bon que l'homme soit seul ». Alors, il créa Eve, qu'il lui donna comme compagne. Puis, il dit à Adam et Eve : « Croissez et multipliez ». Ayez des enfants; mon paradis est vaste, j'ai de la place pour tout le monde et je ne demande qu'à recevoir beaucoup d'arrivants.

Nous lisons aussi, dans l'Évangile, que Jésus se rendit, un jour, aux noces de Cana, en Galilée, et que le vin étant venu à manquer à table (soit que les hôtes n'en eussent pas assez acheté, soit que les invités en eussent bu plus qu'on n'avait pensé, à cause de la chaleur ou d'une soif extraordinaires), Notre-Seigneur procura quelques barils d'excellent vin supplémentaire pour que cette belle fête ne fût pas gâtée et que tous les convives en gardassent un agréable souvenir. Par là, notre Sauveur indiquait assez qu'il approuvait le mariage et qu'il le mettait au rang des bonnes choses humaines.

Notre Mère la Sainte-Eglise a, de son côté, réglé cette institution et elle a établi qu'une fois mariés, les chrétiens ne pourraient pas convoler en nouvelles noces tant que leur conjoint serait en vie.

Parmi les sacrements, le mariage est peut-être celui qui est accompagné des plus grandes réjouissances. Il est naturel qu'on ne se mette pas à faire une fête à l'occasion de l'extrême-onction : on est alors tout à la tristesse et aux noirs pressentiments; ni à l'occasion de la réception du sacrement de pénitence : si ceux qui reviennent du confessionnal témoignaient une trop grande joie, on ne manquerait pas de dire qu'ils ont été se décharger d'un bien gros paquet pour paraître si contents et on saurait alors de quoi ils sont capables; et, d'ailleurs, on retourne trop souvent à confesse pour recommencer ainsi à festoyer à tout bout de champ. A la

réception du baptême, de l'ordre et de la première communion, il est tout indiqué, au contraire, de se réjouir comme il faut, vu que la chose n'arrive qu'une fois en une vie et que ce jour est celui d'un grand bonheur pour l'intéressé ainsi que pour ses parents et ses amis. Mais rien n'approche, cependant, du bruit qu'on fait et des festivités qu'on organise à l'occasion du mariage. Les jeunes époux chaussent de nouveaux souliers dont la semelle miroite sous le soleil quand ils s'agenouillent dans le chœur de l'église, leurs pères et leurs oncles se coiffent de chapeaux extraordinaires, une foule de personnes qu'on n'avait jamais vues arrivent dans la paroisse, ce sont des chants, de la musique et des repas qui n'en finissent point, si bien qu'il faut parfois plusieurs jours aux invités pour se reposer de s'être tant amusés.

Ces manifestations exubérantes sont dues à l'allégresse qui remplit tous les cœurs. Les parents sont fiers d'avoir pu marier leurs enfants; les jeunes gens, invités à la cérémonie, se réjouissent à la pensée que leur tour, à eux, viendra aussi une fois ou l'autre; les nouveaux époux, contents d'être arrivés au port, après beaucoup d'obstacles heureusement surmontés, font provision de joie pour l'avenir, qui ne sera sans doute pas toujours aussi riant; enfin, tous les assistants s'animent à la pensée qu'il y aura bientôt des nouveaux enfants dans le village et que le monde pourra ainsi continuer.

Mes chers enfants, je vous ai tous baptisés, j'ai marié beaucoup de vos parents et, quand vous serez grands, je célébrerai votre mariage, si je suis encore en vie. D'ailleurs, nous en reparlerons, quand ce sera le moment. D'ici là, il est parfaitement inutile que vous vous occupiez du sacrement de mariage et que vous en parliez entre vous. Lorsque ce sera utile, vos parents vous donneront les explications et les conseils nécessaires, si vous avez la confiance de les leur demander. En attendant, tâchez de bien travailler en classe, de bien jouer en récréation et d'obéir le mieux possible à ceux que Dieu a chargés de vous commander.

Et maintenant, mes chers amis, vous allons lire ensemble la leçon du catéchisme; vous verrez comme vous comprendrez tout ce qui s'y trouve et comme vous pourrez facilement l'apprendre par cœur pour demain.

A la fanfare

La fanfare de Bétaumont a comme directeur M. Brisy, le maître d'école; comme président d'honneur et bienfaiteur principal, M. le baron de Béviusse, qui est sourd; comme vice-président, M. Burtombois, le chef de gare, qui est un anticlérical modéré; et comme président effectif, M. le Curé, qui est mon oncle et possède par conséquent toutes les vertus.

C'est l'abbé Pecquet lui-même qui a décidé le chef de gare à entrer dans le comité directorial d'une fanfare dont presque tous les membres sont bons chrétiens, voulant marquer par là qu'un libre-penseur doit pouvoir prendre plaisir aux accords d'un trombone catholique et que des musiciens croyants doivent pouvoir exécuter des morceaux d'auteurs qui n'eurent pas la foi. Car M. Burtombois a son mot à dire dans la composition du répertoire et souvent il parvient à y faire entrer des polkas de compositeurs incroyants. Mais, pourquoi, dit le curé Pecquet, l'union sacrée, qui règne parfois dans les gouvernements et toujours dans les conseils d'administration, ne s'étendrait-elle pas aux habitants d'un même village qui rêvent de faire de la musique ensemble? Faut-il donc que leurs disputes philosophiques empêchent des braves gens de jouer en mesure un pas redoublé et de rester d'accord tout au moins durant les répétitions?

Comme il n'est pas possible, même à des Ardennais, de souffler sans fatigue dans des cuivres pendant deux heures, le règlement prévoit un répit d'une demi-heure par séance, que mon oncle

met à profit pour adresser la parole aux musiciens. Il traite, selon les circonstances, de sujets éternels ou actuels. L'autre semaine, le curé Pecquet a donné connaissance à la fanfare de la nouvelle encyclique du Pape sur le mariage dans les termes suivants:

Chers membres de la Fanfare,

S. S. Pie XI vient d'adresser aux cardinaux et évêques du monde entier une lettre magnifique qui intéresse autant les célibataires que les gens mariés. Il y est, en effet, question des rapports entre hommes et femmes; et je vais vous communiquer les réflexions qui me sont venues à ce propos.

Je pose en fait que nos campagnes ardennaises l'emportent en moralité conjugale sur pas mal d'autres régions, et ce n'est sûrement pas à nous que le Pape a principalement songé en fustigeant les erreurs et les mauvaises mœurs dans son encyclique. Nous nous tenons encore bien au regard du reste du monde. Mais il ne faut pas oublier que les Ardennais sont hommes, qu'ils ont donc de quoi pécher tout comme les gens de ville, qu'ils sont, autant que d'autres, sujets à suivre la loi du moindre effort, et que la propagation des doctrines relâchées peut finalement avoir prise sur le bon naturel. C'est pourquoi, il convient de les alerter de temps en temps, en appelant les choses par leur nom, afin qu'ils continuent de distinguer le bien du mal.

Le mariage n'est d'ailleurs pas un mal. Quand Ozanam, le fondateur des conférences de Saint Vincent de Paul, mourut, le P. Lacordaire lui consacra, dans le *Correspondant*, une sorte de panégyrique où il disait, entre autres choses, qu'Ozanam avait pratiqué toutes les vertus, mais qu'il n'avait cependant pas évité le « piège commun » et s'était marié. Recevant, peu après, le ministre Falloux, Pie IX, lui demanda :

— Comment va votre ami, le P. Lacordaire?

— Il est heureusement en bonne santé, répondit Falloux, ce qui lui permet de poursuivre son fructueux apostolat par la parole et par la plume.

— Vous lui en ferez mes compliments, dit le Pape, et vous lui rapporterez qu'il m'a appris, par son article du *Correspondant*, un point de doctrine que j'ignorais entièrement. Je croyais, en effet, jusqu'ici, que Notre-Seigneur avait établi sept sacrements. Figurez-vous que le P. Lacordaire m'a révélé qu'au contraire Jésus n'en avait institué que six. Six sacrements et un piège!...

Le mariage est un sacrement; c'est donc un bien.

Or, qui veut la fin, veut les moyens.

Avant de se marier, il faut prendre la précaution de se connaître. Puisque l'association doit durer jusqu'à la mort et que la mort est parfois longue à venir, comme le prouvent à suffisance les noces d'argent, d'or et de diamant dont parlent les journaux, il importe de s'associer à quelqu'un dont le corps, l'âme, le cœur, l'esprit, le caractère et la famille ne soient point, pour le conjoint, un perpétuel objet de patience et de tourment. C'est pourquoi les fiançailles existent, en vue de permettre aux jeunes gens de s'étudier bien à fond, et de savoir en définitive que penser l'un de l'autre! Dans les villes, on les célèbre par un banquet et on les annonce par des faire-part. Mais, parfois aussi, on les rompt, ce qui fait toujours un peu parler et donne au public à croire ce qu'il veut. A la campagne, pour crier sur les toits qu'on pense se marier, on attend que la chose soit quasi faite, et on ne célèbre pas de fiançailles.

Le mariage, qui est la fin, étant un bien, les fiançailles, qui sont le moyen, sont également un bien, ainsi d'ailleurs que tout ce par quoi on y supplée dans nos villages, comme fréquentations assidues, tendres conversations, propos mielleux et sucrés, petites enquêtes sur la santé, la vertu, la famille et la fortune, petites promenades sous l'œil des parents, petites rencontres à moitié forfuites, petits cadeaux offerts, petits services rendus gratuitement, petits pré-

paratifs efficaces et autres acheminements de nature à mener les jeunes gens à leur but, c'est-à-dire à s'épouser.

Il va sans dire que celui qui ne veut pas la fin, n'a pas le droit de vouloir les moyens. Aussi, tant qu'ils ne songent pas à se marier, les jeunes gens doivent laisser les jeunes filles tranquilles et s'abstenir de recourir aux stratagèmes et procédés que nous venons de décrire.

Mais supposons que tout se passe au mieux et se termine par le mariage. Quels sont alors, les devoirs que l'Encyclique impose aux époux ?

Il y en a deux : celui d'avoir des enfants et celui de se garder une mutuelle fidélité.

Vous me direz que la stérilité est parfois involontaire. En ce cas, l'Eglise ne la déclare pas coupable, pas plus que nous ne jetons la pierre, dans le comitè de la Fanfare, aux jeunes gens de Bétaumont, qui ne font pas partie de notre société parce qu'ils n'ont pas d'oreille. Ils n'en peuvent rien, s'ils sont incapables de jouer juste et de faire de la musique avec nous.

Mais le Pape condamne ces époux qui s'arrangent pour n'avoir point de postérité ou pour la limiter, sous prétexte que les enfants coûtent cher. Si nous avons la foi, nous devons croire, selon l'Evangile, que le Père céleste est riche, qu'il ne sera jamais mis en faillite, qu'il nous aime plus que les petits oiseaux auxquels il donne à manger tout leur saoul, qu'il veille sur nos enfants comme sur les lys des champs auxquels il fournit tous les ans de nouveaux vêtements, qu'il possède de grandes réserves en son paradis, que c'est lui qui dispense la richesse, la pauvreté, la santé, la maladie, les peines et les joies, et qu'après tout il a l'éternité pour nous dédommager des sacrifices consentis.

Le deuxième devoir des époux est la fidélité mutuelle. Et Notre-Saint Père le Pape condamne, une fois de plus, le divorce, l'adultère et tous les manèges qui y conduisent.

A ce propos, je vous dirai un mot du flirt dont on parle beaucoup dans les villes et qu'il ne faut pas laisser s'acclimater dans nos villages.

Le flirt est un mot français : « fleurette », que les Anglais prononcent comme ils peuvent, suivant la conformation de leur bouche.

Le flirt : c'est conter fleurette à une femme, c'est lui dire des choses qui lui font plaisir, et particulièrement des choses galantes.

Le flirt est une pratique excellente au moment des fiançailles et de la préparation au mariage. Nous avons vu, en effet, que ce n'était pas en tenant des propos injurieux ou déplaisants à une jeune fille qu'un jeune homme pouvait espérer lui plaire et la conquérir.

Il va sans dire qu'en mariage, il est aussi permis et excellent, pour un mari, de conter fleurette à son épouse et de lui adresser de douces paroles.

En dehors de ces cas, le flirt est d'un usage plus dangereux. Non pas que je veuille défendre aux hommes de parler aux femmes et, lorsqu'ils le font, de se montrer courtois et galants. Laisser entendre aux dames ce qu'elles sont si empressées à croire : les grosses, les lourdes de leur sveltesse ; les vieilles, les trouver mûres ; les mûres, jeunes, et les jeunes, incomparables ; complimenter chacune sur sa fraîcheur, son esprit et sa toilette : tout cela est bon, charitable, méritoire et le plus souvent inoffensif. Du reste, chacun doit en cela se conduire comme il se connaît. Un bon chrétien fuit la société des femmes dans la mesure où il y trouve et où il y porte du danger. La santé de l'âme est un peu comme la santé du corps : tel estomac s'accommodera parfaitement du bourgogne et du gibier, tel autre se trouvera mieux de s'en tenir au laitage, aux œufs à la coque et au pain grillé.

Quant à vouloir pousser plus avant ses entreprises auprès des dames : ouvrir toutes grandes ses oreilles aux confidences des épouses incomprises ; leur donner à comprendre qu'on pour-

rait les distraire, les consoler, les rendre heureuses et répondre au besoin d'infini ou simplement de changement dont elles souffrent ; les convaincre qu'on est celui de qui elles ont toujours rêvé et qu'elles n'avaient jamais rencontré ; offrir aux jeunes filles une petite liaison d'attente de rien du tout qui devient aisément une enfilade de gros péchés mortels ; prendre les femmes par le porto, la promenade, l'auto, la musique, le cinéma, le bridge, le cœur, l'enthousiasme ou la pitié : ce genre de flirt est absolument défendu par l'Encyclique, par le Pape, les évêques, les curés, les maris intéressés, les parents prudents, le Bon Dieu, la religion, la morale, la politesse et le simple bon sens.

Au sujet du mariage, mes chers amis, l'Eglise est intransigeante et ne composera jamais avec ceux qui prônent la stérilité volontaire, l'amour libre et le divorce. On l'a vue se brouiller avec les plus hauts personnages plutôt que de laisser entamer les doctrines qu'elle a mission de défendre.

Henri VIII, roi d'Angleterre, n'étant plus content de sa femme Catherine d'Aragon, aurait voulu épouser Anne de Boleyn. Il demanda au Pape de lui permettre :

— Laissez-moi, Très Saint Père, renvoyer Catherine

— Je ne le puis, répondit le Souverain Pontife.

— Réfléchissez, repartit Henri VIII. Si vous me le défendez, je passerai outre, je me brouillerai avec vous, et nous ferons une Eglise protestante en Angleterre.

— J'aime beaucoup les Anglais, dit le Pape. Mais, il vous faut conserver Catherine, parce que telle est la loi du Christ que je ne puis trahir, dussent tous les Anglais protester et devenir hérétiques.

L'empereur Napoléon et Philippe I^{er}, roi de France, reçurent à Rome pareil accueil, lorsque fantaisie leur prit de vouloir répudier leur femme légitime pour en épouser une autre.

Nous devons, hélas ! en user de même au confessionnal avec les chrétiens qui prétendent limiter eux-mêmes le nombre de leurs enfants :

— M. le Curé, j'en ai deux. C'est assez ! Quel héritage voulez-vous que je leur laisse, s'ils sont une dizaine à partager ma fortune ?

— Mon cher frère, vous n'avez pas le droit d'agir ainsi et je n'ai pas le droit de vous absoudre.

— Réfléchissez, M. le curé. Je suis bourgmestre. Si je n'ai pas l'absolution, je ne viens plus à confesse, je me brouille avec les curés et il y aura un bourgmestre de moins dans la Sainte-Eglise.

— Mon cher frère, c'est bien triste, assurément, ce que vous dites là. Mais ne vous en faites pas pour l'Eglise. Elle en vu d'autres. Pour un bourgmestre qui la quitte, il y a dix échevins qui lui reviennent. Songez plutôt, je vous prie, au salut de votre âme et à cette législation chrétienne du mariage que nous, prêtres, nous devons maintenir et à laquelle, vous, bourgmestres chrétiens, vous devez vous soumettre.

Evidemment, mes chers amis, nous n'y allons pas si rondement au confessionnal avec nos pénitents ; vous savez bien que c'est les larmes aux yeux que nous refusons l'absolution et que nous voyons une âme rompre avec la pratique des sacrements ; mais nous devons bien nous-mêmes commencer par obéir aux commandements de Dieu et de l'Eglise que nous prêchons aux autres.

Du reste, chers membres de la Fanfare, s'il y a au monde une paroisse animée de l'esprit de l'Encyclique, c'est Bétaumont, et s'il y a, dans la chrétienté, un curé content de son poste, c'est moi.

Et maintenant si vous voulez me faire plaisir, vous allez exécuter la Marche nuptiale de Mendelssohn, afin de quitter l'Encyclique sans rien brusquer, pour rentrer dans la musique.

OMER ENGLEBERT.

Moscou! (1)

Et maintenant que voilà bien mis en présence, les arguments qui s'affrontent, les atouts et les écueils, forces et adversaires, pour et contre, rouge et noir, il est temps de dégager de ce chaos une impression d'ensemble et quelques opinions précises.

L'Etat soviétique peut subsister longtemps encore; rien n'indique sa fin proche; elle est possible mais il nous est interdit de l'escompter dans nos jugements de politique étrangère.

Au contraire il s'est armé et affermi.

L'expérience russe ne réfute pas la doctrine communiste. Au contraire, elle donne l'appui d'un Etat puissant au mythe.

Enfin la Révolution mondiale est un but, le seul but précis de la politique de cet Etat au service duquel il mettra toute sa force. N'est-ce pas aussi la seule issue aux difficultés inextricables dans lesquelles il est engagé.

Qu'est-ce qui différencie notre Révolution de la Révolution française? se demande Trotski. Premièrement, le fondement économique et de classe de l'époque. En France, ce fut la petite bourgeoisie des villes qui joua le rôle dirigeant; chez nous, le prolétariat.

La deuxième différence est, que la France était entourée de nations féodales plus arriérées qu'elle au point de vue économique et culturel. Nous autres, nous sommes entourés de pays capitalistes plus avancés que nous sous le rapport de la technique et de la production, avec un prolétariat plus fort et plus cultivé que le nôtre. Dans ces pays, on peut attendre la révolution dans un avenir relativement rapproché. C'est dire que la situation internationale de notre Révolution, malgré que l'impérialisme nous soit mortellement hostile, est d'un large point de vue historique, infiniment plus favorable qu'elle ne l'était en France à la fin du XVIII^e siècle.

Enfin, la troisième différence est que nous vivons à l'époque de l'impérialisme, époque d'immenses bouleversements internes et internationaux; c'est cela qui crée cette grande courbe révolutionnaire montante sur laquelle s'appuie notre politique.

Nous ne pouvons vaincre qu'en tant que partie intégrante de la révolution mondiale. Il nous faut durer jusqu'à la révolution internationale, même si elle devait être encore écartée pour plusieurs années. Sous ce rapport, l'orientation de notre politique a une importance décisive. Si nous avons un cours révolutionnaire juste, nous nous consoliderons pour plusieurs années, nous consoliderons l'Internationale Communiste, nous avancerons dans la voie socialiste et nous arriverons à cela que la révolution mondiale nous prendra à la remorque grandiose de l'Histoire.

Et voici l'opinion de Boukharine :

Que l'on nous demande si l'attente d'une révolution mondiale qui ne vient toujours pas, peut durer sans fin, et si, d'autre part, nous, dirigeants du pays de la dictature prolétarienne et du socialisme, continuerons à exister sans fin, je répondrai négativement à cette question, parce qu'il est clair qu'en n'occupant que la sixième partie du monde, nous sommes encore trop faibles contre les cinq autres sixièmes, occupés par des puissances qui sont nos adversaires. Nous avons devant nous des ennemis comme les Etats-Unis d'Amérique et l'Empire britannique. Il est clair qu'un conflit surgira un jour inévitablement. Il est certain que nous n'aurons pas la victoire dans cette lutte, si la Révolution mondiale ne vient pas à notre aide, et si les ouvriers de l'Occident restent inertes. Si nous existons encore c'est grâce aux classes ouvrières qui, dans tous les pays, ont empêché les différentes bourgeoisies d'en finir avec nous... Si la Révolution mondiale, au lieu de progresser, s'embourbe... il n'y a aucune garantie que nous ne soyons dévorés par les capitalistes et même écrasés par eux... notre chemin doit nous mener à la Révolution mondiale. (La Pravda du 10 janvier 1926.) Boukharine.

Un exposé de la situation en Russie, des chances de réussite et d'échec du régime, ne suffit pas, absolument pas à se rendre compte du péril que constitue pour nous la présence, aux flancs de l'Europe, de cette étrange puissance ennemie.

En Russie, le Bolchevisme est aux prises avec des oppositions

tenaces mais domptées; nous avons vu quels étaient les atouts de Staline. En Europe le Bolchevisme est aux prises avec les Etats capitalistes. Tous sont coalisés contre lui : mais quelle triste coalition? Que de « saxons » dans les rangs de cette sainte ligue? Quelle pitoyable figure, elle fait, en face du prolétaire russe brutal et impudent, cette vieille bourgeoisie, pourrie d'égoïsme et d'hypocrisie et qui brandit le fanion de la tradition, de la liberté et de la morale!

Donc, suivez la règle du jeu. Ne vous hâtez pas de conclure, parce que le bolchevisme vous déplaît et que ses procédés sont incorrects et disqualifiés chez nous, à la ruine prochaine du bolchevisme. Rien n'est moins certain; rien ne la fait prévoir.

Quand deux ennemis sont en présence, il convient de ne pas évaluer seulement les forces et supputer les faiblesses de l'un d'eux; l'issue du combat n'en dépend pas exclusivement. En face du communisme s'est dressé le capital. Quelle est votre appréciation de sa force et de ses faiblesses? J'attire votre attention sur l'importance de l'opinion que vous en aurez dans l'évaluation du péril.

Tout d'abord, je vous propose de considérer la Russie comme un Etat impérialiste, quel que soit son régime intérieur, quelles que soient d'ailleurs les affirmations et déclarations grandiloquentes, de ses dirigeants, Etat bien équipé en vue de la guerre. Quelle est la force armée rouge? Evidemment, nous n'avons aucun des chiffres qui pourraient l'établir; mais l'opinion de tous ceux qui visitèrent ce pays est la même. Cette force est considérable. Dominique, Durtain, Duhamel, Béraud, Istrati furent tous étonnés, stupéfaits, scandalisés du formidable déploiement de forces armées qui prélude à toutes les manifestations populaires et nous-même, le premier mai, en fûmes profondément impressionnés.

Evidemment, vous répliquerez, 85,000 hommes qui défilent au pas de charge, devant le mausolée de Lénine impressionnent, mais ne prouvent rien. Je laisse donc la réponse en blanc. Ce que je sais, c'est qu'à l'instruction publique, Lounatcharsky, jugé trop modéré, fut remplacé par un général, le camarade Boubnoff, dont les circulaires secrètes ordonnent à toutes les institutions d'enseignement de consacrer un large temps de la classe à la préparation militaire des jeunes, même des enfants; ce que je sais, c'est également que la propagande belliqueuse bat son plein là-bas et qu'à première vue, il éclate aux yeux du visiteur que l'U. R. S. S. est désormais une puissance armée; cela résulte de mille détails qu'il serait superflu d'énumérer mais dont l'impression d'ensemble ne trompe pas.

On sous-estime manifestement, chez nous, l'importance des préparatifs militaires soviétiques. La Krasnaïa gazeta affirmait récemment qu'en cas de guerre, les Soviets disposeront d'une armée de 10,000,000 d'hommes. Nous avons tendance à considérer ces informations comme tendancieuses. Il y a sans doute souvent de l'exagération dans les évaluations mirifiques des forces militaires rouges. Mais si des hommes comme Churchill en Angleterre dénoncent aux Communes le danger qu'elles constituent pour la paix internationale en termes catégoriques, il faut leur accorder quelque créance.

Voici la relation de la séance que donne le Daily Mail :

House of Commons. Lundi. — M. Winston Churchill est intervenu d'une façon sensationnelle dans le débat de cette nuit sur le désarmement mondial. Il dénonça les importations en Russie de métaux à l'usage militaire, nickel, aluminium, etc., dans des proportions alarmantes. Quand les socialistes sourirent à la description qu'il fit du danger bolcheviste, il leur conseilla d'accorder la plus grande attention aux importations de nickel, d'aluminium et d'antimoine en Allemagne en 1914. Ces métaux entrent dans la fabrication des armes de guerre. « Exactement le même phénomène se produit en Russie selon mes informations » déclara M. Churchill. « Je ne crois pas que ces révélations puissent faire changer le gouvernement d'opinion, continua-t-il, mais j'affirme que ces métaux sont importés en Russie par quantités disproportionnées et inusitées. »

Il déclara en outre que les petits Etats de la frontière russe sont fortement armés et dans une vive appréhension de la Russie. L'armée française est la dernière garantie de ces Etats et est pour eux ce qu'était autrefois la flotte britannique pour les petits Etats indépen-

(1) Voir la Revue Catholique des 2 et 9 octobre 1931.

dants de l'Europe. Il n'est pas dans l'intérêt de la Paix européenne d'affaiblir l'armée française. L'armée française est le facteur de stabilisation et de paix, le plus fort à l'heure actuelle, après la peur de la guerre.

Ces déclarations faites le 30 juillet de cette année, passèrent à peu près inaperçues en Belgique.

La presse a souvent donné des informations sur les armements officiels et réguliers de l'U. R. S. S., mais en plus de ces armements, il existe des armements secrets et des troupes auxiliaires. L'armée rouge et l'armée du Guépéou ne sont pas les seules forces militaires bolchevistes. Notons en plus les « Unités militaires à destination spéciale » ou Tchou qui ont remplacé l'ancienne garde de corps des tsars et sont directement sous les ordres du Comité central. Ensuite la puissante société « pour l'encouragement de l'aviation et de la chimie militaire », association qui compte 5 à 6,000,000 de membres, possède de nombreux détachements armés et en particulier de célèbres bataillons de femmes. Enfin, signalons l'Union des jeunesses communistes ou « Komsomol », environ 5,000,000 de membres, véritable et gigantesque club de préparation civique et militaire de la jeunesse sur laquelle les dirigeants fondent l'avenir même du parti communiste.

Comment le parti approuve-t-il cet armement fantastique; comment les dirigeants ont-ils pu l'imposer à la nation en dépit de leurs proclamations pacifistes et internationalistes?

Maxime Gorki publie dans les *Isvestia* un violent article dans lequel il constate l'insuccès du développement économique et culturel de l'Etat socialiste en Russie. Il l'explique par le fait que l'Union soviétique, doit dépenser des sommes énormes pour son armée et sa flotte en raison des menaces des pays capitalistes.

« Nous devons nous rappeler que le vieux rapace (le monde capitaliste) nous oblige à dépenser pour les canons et les fusils, un argent qu'on aurait pu employer pour construire des fabriques et des écoles. »

Voici encore un exemple de la propagande militariste, évidemment défensive, que nous vîmes se déployer en Russie avec une extraordinaire violence.

« Les impérialistes, dont l'avidité est sans bornes, se préparent à déclencher, en 1931, au nom de l'or, de l'oppression et de la famine une nouvelle intervention contre l'U. R. S. S. » (Au nom de 300,000 ingénieurs et de techniciens, la session plénière...)

D'où, évidemment, la nécessité de s'armer toujours contre le « vieux rapace ».

* * *

Ne trouvez-vous pas que nous sommes très loin des déclarations pacifistes de Locarno, et peut-être est-il opportun de reproduire ici un avis bien prophétique de Choderlos de Laclos :

« Si jamais on voit se réaliser cette paix générale et perpétuelle qu'on entrevoit encore que comme le rêve d'un homme de bien, cette paix sera due aux guerriers, non aux philosophes. Elle ne sera, elle ne peut être que le fruit de la supériorité des moyens de défense sur les moyens d'attaque. »

* * *

Cet Etat impérialiste, on pouvait escompter un moment le détruire comme on renverse un magot de porcelaine de Chine, presque sans coup férir, par une seule intervention, d'abord par suite de son incapacité militaire traditionnelle, par suite aussi de sa faiblesse économique. Un peuple sans armes, sans approvisionnements, fût-il aussi nombreux que les grains de sable de la mer, n'a jamais pu résister longtemps aux entreprises ennemies. Il faut se détromper. Les soldats rouges des pancartes officielles défendent maintenant, non plus des hordes de faméliques en route vers la liberté, mais des bâtisses en bétons, des usines, les conquêtes nouvelles et magnifiques du prolétariat. Ils ont pour eux les armes et le nombre. A armes égales, le nombre l'emporte souvent. Voilà ce qu'il faut encore peser.

* * *

Le nombre ne l'emporte pas toujours. En face de l'Europe divisée dont le régime international est simplement anarchique, vieux de trois siècles révolus ou presque, l'U. R. S. S. n'a que 160,000,000 de citoyens contre 270,000,000 d'ennemis. Mais

quels ennemis? Du haut du Kremlin, l'Europe n'est-elle pas une pétardière? Mussolini vante la beauté de ses mitrailleuses; Hitler, le métèque; arme des bandes de gros hommes germains travaillés d'un besoin stupide de discipline; Briand déclare la paix au monde. Provocations, rodomontades, négociations, palabres, reculades diplomatiques, jeux de scène. Quels thèmes aux discours grandiloquents des orateurs spécialistes de Minsk ou de Toula! Quelles mines précieuses de sujets rocambolesques et de caricatures qui défilèrent d'ailleurs le premier mai aux barbes des ambassadeurs accrédités!

L'Europe, en face de Moscou, une vraie Grèce en face de Rome. Toutes les splendeurs de son architecture et ses victoires pacifiques, sa civilisation qui conquiert le monde, rien n'empêcha qu'elle fut conquise elle-même et qu'elle perdit, au profit de barbares, jusqu'aux derniers vestiges de sa puissance spirituelle.

Tel est l'aspect qu'elle présente du haut du Kremlin. Evidemment, cet aspect est dénaturé par la propagande. La tension de leurs rapports n'empêchera pas sans doute les nations civilisées de se ressaisir, au moment décisif et d'opposer aux tentatives indiscrètes une résistance implacable. C'est possible; ce n'est pas certain. Ce qui est certain, c'est la passivité de leur rôle. Jamais de pareilles divisions ne permettront de constituer un front unique d'opposants, ni sur le terrain politique, ni même économique. De plus, jamais les nations européennes dont les intérêts sont trop divergents et les diplomaties trop subtiles et fourbes, ne prendront dans la lutte l'avantage de l'offensive. Au contraire. Espérer donc d'un front unique économique, des résultats décisifs, c'est se leurrer. Le cours des événements est plus fort que toutes les mesures de quarantaine et de coalition dont on connaît la piteuse précarité. Locarno est tellement impossible que ceux même qui préconisent cet unique remède à la décomposition proche, se hâtent d'ajouter de peur du ridicule, qu'ils n'y croient point, que cela est utopique, absolument impossible et qu'il « vaut mieux s'en remettre à la nécessité économique qui sera, en l'occurrence, la meilleure conseillère ». Est-ce une critique? Au contraire, c'est faire preuve de beaucoup de sens que ne pas s'enthousiasmer, ni craindre au delà des limites utiles.

Voilà ce qu'il faut peser encore, et cela pèse lourd aux yeux de tous et des Soviets surtout qui savent doser leurs audaces selon les fléaux de la balance.

Quels sont, d'après Staline, dans son dernier rapport au Comité central, les atouts de la politique étrangère de l'U. R. S. S.?

« a) Les contradictions entre les pays capitalistes les plus importants, la lutte pour les marchés, la lutte pour les matières premières, la lutte pour l'exportation... b) Les contradictions entre pays vainqueurs et vaincus... c) Les contradictions entre Etats impérialistes et pays coloniaux et dépendants... d) Les contradictions entre la bourgeoisie et le prolétariat... »

« Que signifient ces faits? Ils signifient que la stabilisation du capitalisme tire à sa fin... »

Evidemment, ces contradictions, il faut leur donner toute la conséquence nécessaire. Les Soviets opéreront par la propagande et par tous les moyens suspects dont ils excellent ensuite à rejeter la responsabilité à charge de la troisième Internationale, un lent travail de désagrégation. Tous les conflits, toutes les difficultés qui naissent, il faut qu'ils croissent, et infectent, et crévent. Et pas seulement en Europe, mais dans ses possessions lointaines, et ses colonies, aux Indes, en Asie Mineure, au Maroc, en Chine, en Indochine.

Je ne juge pas ici le danger ou la valeur de cette politique. Je vous relate, aussi précisément que possible, l'opinion que nous eûmes là bas sous la manœuvre hypnotique de la propagande qui donnait des buts précis et d'ailleurs grandioses à la haine et à la mystique des foules.

* * *

Résumons-nous. En face de l'Etat soviétique, dont nous ne pouvons escompter le désastre, au contraire cohérent et puissant, populaire et immense, quelles sont les forces ennemies? Des organisations perfectionnées mais dont Moscou entretient savamment les divisions et les difficultés intestines qui sont de trois ordres : haines nationales, rivalités économiques, lutte des classes.

Nous voici maintenant au nœud de l'affaire, au point culminant de son intérêt.

Nous réfutons ordinairement le communisme par le bolchevisme, c'est une erreur. L'expérience russe n'a pas de valeur au point de vue de la pure doctrine marxiste. Elle fut hâtive et maladroite. Son application mal préparée ne réserva que déboires à ses dirigeants. Si l'expérience communiste est très avancée en U. R. S. S., les Soviétiques savent que sa préparation est infiniment meilleure chez nous, en Allemagne surtout où le fonctionariat est dans les mœurs nationales et dont la technique exerce sur eux une véritable fascination.

Le bolchevisme n'est pas le communisme. Il est un parti de violence. Il s'est assuré, par des méthodes adéquates, le pouvoir absolu en Russie. Le communisme n'est pas un parti, c'est une religion. Cela Béraud l'a dit. Dominique, Durtain, Duhamel, Istrati avec force le soutiennent. D'un voyage là-bas, on acquiert l'impression très nette de cette nature religieuse du mouvement communiste; je dis mouvement parce que le parti est une organisation temporelle qui use théoriquement et pratiquement de la violence pour asseoir et consolider sa domination. Mais le mouvement communiste est de nature mystique. Cette nature lui permet de se répandre au delà des frontières et de s'infiltrer, avec une force invincible de pénétration, partout où il y a du désir à satisfaire, de l'espoir à exploiter et surtout de la haine à assouvir.

Un voyage à Moscou est profondément déprimant, parce que sous l'empire de la propagande, on perd un peu la notion des forces en présence, des atouts que nous avons aussi dans notre jeu. Notre crainte excessive s'exaspère et grandit dans l'impression de désastre irréparable, à la vue des ruines, de la déchéance et de la négation des buts de nos ambitions, des circonstances de nos bonheurs et des légitimes raisons de nos orgueils. Quoiqu'on pense de l'avenir en Russie qui sera peut-être meilleur, cette vue-là laisse des traces profondes dans l'esprit.

* * *

Dégageons, voulez-vous, quelques conclusions pratiques encore de toutes ces considérations.

Et d'abord, constatons avec Durtain que « la politique de l'U. R. S. S., tous les jours victorieuse sur ce point, tend à quitter le plan de la nation pour passer dans le plan social ou plus exactement dans le domaine mystique ».

Ne croyez-vous pas qu'à ce moment une sérieuse révision de nos opinions et de nos positions diplomatiques s'imposera? Ne croyez-vous pas que, dès à présent, elle s'impose? Je ne dis pas que le danger des guerres nationales n'est plus réel, mais pourquoi, systématiquement, avec obstination, ne dénoncer et ne craindre que les manœuvres réactionnaires de l'Allemagne par exemple? Et si elle choyait à gauche. Les bolchevistes sont-ils ou non des spécialistes de la violence? Ont-ils ou non échafaudé, à grand renfort de phraséologie, une technique de la Révolution qui s'enseigne à l'Institut Lenine, que nous vîmes à Moscou, bâtiment neuf et splendide parmi les maisons ruineuses?

Mais il est difficile de s'imaginer deux périls contraires avec des alliances interchangeables au moment précis du désastre. C'est pourquoi l'ennemi, ce n'est pas le communisme; notre ennemi, c'est l'Allemagne. Il est traditionnel, il est dans nos habitudes de penser, de craindre et de haïr. Comment douter d'ailleurs, de la parole de nos aînés qui firent la guerre et dont les arguments sont les blessures même qu'ils y reçurent.

Plaissante justice qu'une rivière borne. Notre opinion sur Berlin, je vous assure, dépend beaucoup du côté par lequel on l'aborde. Allez-y plus souvent par Moscou et vous verrez sans doute étrangement substitués les plans de vos perspectives politiques.

Évitons les erreurs flagrantes que commettent d'ordinaire les esprits clairs qui ne peuvent procéder dans leurs activités intellectuelles que par comparaison et induction.

Il est probable que la guerre future sera très différente de celle que nous vécûmes. Néanmoins les militaires et les chauvins poursuivent avec obstination dans la voie tracée, sans initiative, sans prévoyance, avec le culte du passé, au nom de principes.

Il est difficile de se rendre compte de ce qui sera; il le faut pourtant. Il ne faut pas croire à la permanence des mêmes phénomènes. Les principes ne régissent pas absolument le flux continu de la réalité.

L'ère des nations fermées, ennemies et provocatrices semble close. Mussolini lui-même l'affirmait récemment et les événements de ces tout derniers temps prouvent la dépendance extrême des intérêts nationaux et la priorité des questions économiques et

sociales sur toutes autres questions politiques ou nationales. Il ne faut pas voir le danger où il fut, mais où il est et où il sera. Et il semble aujourd'hui que nous avons plus à craindre de grands bouleversements économiques ou sociaux que de la guerre même. Voilà, où il faut porter tout l'effort de sa perspicacité et de sa réflexion.

* * *

Quant au reste, vous vivons en paix. Notre bon sens national est un puissant antidote au poison. Si d'autre part notre politique s'incurve lentement dans le sens de l'évolution sociale, sans doute éviterons-nous l'écueil. Nous épargnerons à notre peuple, les secousses sismiques d'une révolution et les terribles désastres qui en sont la rançon ordinaire. Mais jamais on ne marchera vers l'avenir sur la route du passé. Il n'y a pas quatre routes, il y en a trois. Celle d'extrême droite, celle d'extrême gauche et celle du centre gauche. Elles sont toutes dans le sens du mouvement. Le choix d'une d'entre elles dépend des circonstances dans lesquelles évolue la nation. Si manifestement sa direction est trop à droite, il faut réagir. Le temps dans ce cas, accumule la violence. C'est ainsi que la Russie fut bolchevik. Il y a le cas contraire. Il y a enfin le cas de notre pays dont la lente évolution, presque conforme à la courbe idéale, l'adaptation continue aux nécessités de l'heure, nous épargnera les grandes misères des solutions extrêmes auxquelles d'ailleurs, nous répugnons.

L'avenir que nous devons prévoir dépasse toute capacité spéculative. Forcément, nous allons vers l'inconnu; mais s'il n'est pas possible de prévoir son but ultime, il est possible de se rendre compte de la tendance de l'évolution. Cette évolution, souvent il vaut mieux l'aider et l'influencer selon ses vues que la combattre selon les principes. Les principes d'ailleurs, sont abstraits. Ils s'accroissent d'une adaptation progressive comme nous voyons ceux de l'Église même suivre supérieurement la courbe mouvementée, et parfois précipitée, des temps.

Saint-Simon se plaignait, sous Louis XIV, « du long règne de la vile bourgeoisie »; depuis lors, cette expression prit un autre sens. On s'en plaint encore mais plus du point de vue du grand écrivain et du petit politique que fut Saint-Simon.

Si nous voyons que vraiment, il faudra que le peuple même participe toujours plus et toujours mieux au gouvernement, à la propriété, à la direction des entreprises, au capital, pourquoi tenter en vain d'empêcher cet avenir?

L'erreur du communisme est précisément celle d'avoir voulu faire prévaloir des principes sur des faits. Ces faits furent d'ordre économique et surtout psychologique. Le communisme, en Russie, n'échoua pas parce qu'il est utopique, il échoua parce que cette « morale de producteurs » que préconisait Sorel n'était pas répandue, n'avait pas encore fait participer le peuple efficacement à la production nationale. Rien n'était prêt, ni les conditions techniques, ni les conditions psychologiques. Il échoua parce que le temps est seul capable de faire tout réussir. Mais le temps, écrit Machiavel, « chasse tout devant lui, et il peut amener le bien comme le mal et le mal comme le bien ». Notre influence en décidera.

* * *

A Moscou au théâtre Meyerhold, nous vîmes un grand spectacle, intitulé « La lutte finale ». Dans une scène du début, une actrice avait chanté avec force trémolos dans la voix et la plus grande émotion tragique, le grand air de Carmen, devant un auditoire de marins bolcheviks. Selon l'usage, les marins durent ensuite donner leur avis sur le divertissement. L'un d'eux écrivit sur un bout de papier, cette opinion, qui, d'ailleurs, aux rires de toute l'assistance, clôtura le débat : « La camarade sait-elle que la Révolution d'octobre a eu lieu? »

A ceux qui s'obstinent dans leurs idées partielles, leurs mythes de petits bourgeois et gardent leurs rancunes, posons aussi cette question : « Le camarade sait-il que la Révolution d'octobre a eu lieu? » Il n'en sait rien. En Belgique, nous l'ignorons.

Comme si la Belgique pouvait s'isoler du reste de l'Europe! Comme si les grands événements d'Allemagne et de Russie n'avaient pas infiniment plus de conséquences pour elle, que les disputes de son parlementarisme!

Sur les grandes routes de Moscou, de Rome et de Berlin, on se rend mieux compte de l'importance relative des problèmes.

FRANZ DE VOGHEL.

Reconstruction

Une formule heureuse : *la fin de l'après-guerre*, est venue, en cette dernière saison, cristalliser le désir de reconstruction, de retour à l'équilibre, qui travaille tous les esprits soucieux de l'avenir de notre littérature. On aperçoit clairement que quelque chose est fini, dont on proclame un peu partout la faillite; et si la réaction se traduit d'abord contre ceux qui en sont responsables, il serait vain de disputer sur le cas des victimes, car il ne s'agit, en l'occurrence, ni de leur talent ni de leur originalité propre, mais de l'esprit que leur œuvre manifeste. C'est d'un changement d'orientation spirituelle que témoigne l'abandon ou la chute brusque qui affecte certains écrivains d'aujourd'hui; et c'est ce besoin de changement qui seul nous importe. Non point « mort de quelqu'un », mais « mort de quelque chose », voilà ce qu'on discerne sous cette réaction qui précède un indispensable reclassement de valeurs. La faire dévier vers une querelle de personnes, en demandant : « Les noms! les noms! » c'est tenter une diversion d'autant plus inutile que, pour ne pas se sentir touchés, les écrivains mis en cause devraient nonobstant faire l'aveu qu'ils n'ont jamais rien engagé dans leur œuvre qui leur fût essentiel. Il n'y a que des « amuseurs » pour prendre ce parti avec désinvolture; et ceux-là sont d'ores et déjà jugés : ils ne relèvent pas d'un tel débat.

De quoi ne veut-on plus? A cette question, l'inventaire dressé par M. Benjamin Crémieux nous a fourni la réponse (1). On est las des fictions dont la « sincérité », l'« inquiétude » ont fourni les prétextes; les thèmes de non-conformisme, de la révolte, de l'« évaison », qui sous-tendent les vacillants aveux d'adolescences désastreuses ont, eux aussi, fait leur temps. On veut retrouver l'homme, la réalité de l'être spirituel qu'une psychologie dissociatrice a détruite. Et c'est la personnalité qu'on cherche à reconstruire sur les décombres du moi dévasté, c'est l'humain qu'on désire tirer des bas-fonds où il git enlisé. On sent qu'aucune œuvre ne sera possible sans cette réfection préalable; car les entreprises de l'imagination, si gratuites soient-elles, restent arbitraires et factices qui ne sont pas fondées sur la conscience que l'homme prend de son être. L'orientation de toute la littérature de demain en dépend.

C'est pour avoir méconnu cette exigence première, pour avoir cédé à une sincérité toute matérielle où l'esprit ne joue plus aucun rôle, que la génération d'après-guerre a vu son effort avorter. Si le moi a fait faillite, comme on le constate aujourd'hui, c'est que le sentiment de la continuité de l'âme, la croyance à l'unité intégrale, ont manqué. A ne plus voir que ses ruptures, ses éclipses, ses déchéances, l'analyse introspective a lâché la trame universelle où nos individualités sont taillées; et l'individu, impuissant à rassembler les morceaux de lui-même, n'a tenté d'échapper à l'état du monde que pour mieux se dérober encore. Un tel échec est propre à nous instruire. Car si par bien des côtés, la littérature, de ces dix dernières années a traduit de la lassitude, de la veulerie, du découragement, elle a fait montre, par ailleurs, d'un besoin d'absolu, de pureté, de vérité qui étaient dignes d'un meilleur sort. Il y fallait des principes : elle les a tous rejetés. L'intelligence, plus encore que la volonté, a été défaillante.

Sans doute cette génération d'écrivains dut-elle se former et grandir à une époque où les idées n'avaient pas moins souffert que les hommes. Ce n'est pas un des moindres dommages causés par la guerre que de les avoir, elles aussi, mobilisées à son service; les mots où les idées s'expriment eurent à subir de telles violences qu'elles en sortirent méconnaissables. Comment les retrouver sous le verbalisme dont on avait fait le pire usage? Toutes les notions semblaient suspectes; les mots avaient trop servi, on ne croyait plus aux réalités qu'ils recouvrent. Aussi la première révolte de cette génération fut-elle une révolte contre les « mots ». *Dada* les démolit par horreur de la rhétorique, ne voyant plus qu'une tyrannie arbitraire là où Baudelaire découvrait une exigence réclamée par l'organisation même de l'être spirituel. C'est sous le signe de ce refus qu'est née la littérature d'après-guerre : elle en porte toujours la trace. Ajoutez que dans le désarroi du monde, les valeurs morales subirent une épreuve non moins redoutable : là encore, il y avait une disproportion si évidente entre les préceptes et les exemples, entre les actes et les mots, que de jeunes êtres ne surent que se rebeller contre un conformisme dont ils

n'étaient pas dupes. L'histoire de leur déconvenue, du désarroi où les plongea leur découverte, est au fond des innombrables romans d'adolescence qu'on a vu naître depuis la guerre.

Ainsi s'explique ce qui les a séduits dans l'œuvre de Gide : c'est la révolte et la révolte en ce qu'elle a de naturel, et même de bon, la révolte contre un monde faussé, contre un univers moral qui n'est plus qu'une architecture de conventions et de mots. La vérité, dont ils étaient avides, le relativisme philosophique de l'époque se montrait impuissant à la leur restituer; ses idées sur l'homme et sur la vie étaient trop incertaines pour qu'il les aidât à « retrouver des raisons essentielles, viriles, totales, de vivre et de mourir ». Ce besoin de tout contrôler à nouveau, de tout mettre à l'épreuve, il leur fallut le satisfaire en eux-mêmes, à travers les seuls chemins de la sincérité individuelle. Le moi n'était-il pas la seule réalité qui leur semblât tenir encore? Mais le moi a fait faillite à son tour; l'instabilité, l'incohérence de la vie spirituelle est apparue comme le résultat de ses introspections épuisantes. Et de tout cela que reste-t-il? Un grand appel, sourd, douloureux, angoissé, à un *absolu*, un immense désir métaphysique insatisfait. Toutes les tentatives de ces dernières années le révèlent : car ce qu'elles souhaitaient d'atteindre en s'engageant dans l'impasse de la psychologie subjective, c'était la réalité de l'être, la partie éternelle de l'homme; et si elles ont échoué, c'est pour n'avoir pas fait à l'intelligence sa place. Tout essai de reconstruction qui ne rétablira pas l'esprit dans sa primauté risque un semblable avortement.

Voilà qui suffirait à nous rendre suspect « le nouvel humanisme » dont parle M. Benjamin Crémieux. A l'anarchie engendrée par la « sincérité », ne tend-il pas à substituer un ordre dont chacun trouverait en soi seul la formule? Bien qu'il en constate l'échec, il se refuse à condamner le relativisme psychologique qui en est responsable; et c'est à l'imagination qu'il remet le soin de sauver la personne humaine, de refaire la synthèse de l'homme, dispersé par l'analyse introspective. Autant prétendre reconstruire sur la mobilité pure, et nous ne savions pas M. Crémieux si bergsonien. Si nous souhaitons, comme lui, qu'une époque classique succède à la période de trouble de l'après-guerre, et qu'à la recherche de la sincérité se substitue celle des certitudes, c'est à l'intelligence que nous faisons appel pour rétablir les valeurs objectives capables de remettre de l'ordre dans les esprits. « L'individu, écrit M. Crémieux, réclame une foi universelle à quoi il puisse se soumettre. » Nous en tombons d'accord. Mais il faudrait ne pas commencer par rejeter l'universalisme de l'intelligence, car là où il n'y a pas de principes communs, il n'y a pas d'expériences susceptibles d'engendrer des idées universelles. N'est-ce pas de leur impuissance à sortir de l'individuel, du « discontinu » psychologique, que souffrent aujourd'hui tant d'esprits? Ils ne peuvent saisir ni l'unité, ni la simplicité, ni la continuité, ni la vie, ni la durée, ni l'éternité, ni l'être, ni une chose, ni une fin, et ils en sont venus à croire que le vrai se confond avec leur nihilisme désespérant. Aussi le mot d'ordre de toute reconstruction reste-t-il : *métaphysique d'abord*, car c'est la notion même de l'existence et de l'être qui se trouve en jeu. Il a fallu plus de dix années de désagrégation, de désordre, pour qu'on commence à le reconnaître. Le retour à la vraie science des principes est plus que jamais nécessaire. Ni l'art ni la littérature ne peuvent s'en désintéresser.

HENRI MASSIS.

La maîtrise de soi (1)

Je voudrais vous parler de la maîtrise de soi. Cependant je n'ai là-dessus rien de bien neuf à dire et il ne me paraît pas gênant du tout de l'avouer. Au contraire : cela me rassure sur la qualité de ce que je dirai. En une matière si importante qu'elle ne concerne pas seulement les dehors de l'homme mais notre dedans, nous-même, notre valeur morale, notre bonheur, et, par-dessus tout cela, l'avenir de notre race, en une matière d'importance aussi actuelle, je ne vous apporte rien d'autre que les résultats vérifiés d'une expérience séculaire, les conclusions de cette ancienne, très ancienne et très sage éducatrice d'âmes qu'est l'Église catholique.

(1) Conférence donnée à la distribution des prix du Collège Saint-Michel, à Bruxelles.

(1) Voir la *Revue catholique* d. 18 septembre.

Après avoir indiqué la place que la maîtrise de soi occupe dans le problème entier de l'éducation morale, je voudrais exp. ser en quoi cette discipline consiste et pour quelles hautes et pressantes raisons il faut s'y résoudre.

La vie humaine est une vocation. Tout homme est appelé par Dieu à accomplir volontairement le Bien, à achever, par ce geste, sa propre bonté, sa ressemblance avec l'Être parfait. Merveilleux et redoutable privilège, privilège presque unique! Une feuille d'arbre est achevée; toutes les créatures au-dessous de l'homme sont accomplies dans leur espèce; seul l'homme doit, en pleine liberté, poursuivre son propre achèvement. Dans une certaine mesure, le Bien à faire est obligatoire: c'est le Devoir. A la limite de ce minimum exigé de tous, s'ouvre le Royaume immense du Bien, domaine accessible aux ambitions généreuses des meilleurs seulement.

Comment donc amener l'enfant, le jeune homme, à accomplir volontiers et constamment le Bien, voilà le problème pratique de l'éducation morale. A cette question précise, saint Thomas répond avec précision: « en libérant l'enfant de tout ce qui l'empêche. Or, poursuit l'Angélique, deux obstacles arrêtent l'enfant: l'ignorance et la passion ».

L'ignorance d'abord. Si l'homme en âge de comprendre ignore le Bien qu'il est appelé à réaliser et comme c'est bon de le réaliser et qu'en vérité la Vie ne vaut que par là, si l'homme n'en sait rien, comment pourrait-il le vouloir? Aussi quand on veut éduquer un être raisonnable, un homme, — il n'y a pas à hésiter — il faut l'instruire. De tout homme, ce mobilisé de Dieu, on doit dire ce que le général de Castelnau affirmait du poilu français: « Il lui faut une idée, sans quoi, il ne marche pas ». Il en est ainsi pour l'enfant à mesure qu'il grandit: il est incapable de vivre sa vie d'homme, je veux dire sa vie de créature divine, s'il n'a pas appris et s'il ne reste pas convaincu que Dieu l'a fait et qu'il est fait pour Dieu.

Mais l'instruire ne suffit pas. Voltaire le pensait; c'est même sa grande idée, sa grande erreur. Pour lui, les progrès de la civilisation s'identifient avec ceux de la raison, comme si un illettré en loques, ne pouvait pas dépasser tous les intellectuels du monde, par l'héroïsme de ses vertus. On imagina donc au XVIII^e siècle et, durant tout le XIX^e, on a persisté à croire que, pour moraliser, c'est assez d'enseigner et qu'un esprit « éclairé » accepte de soi les exigences du Bien. « Toutes les fois qu'on ouvre une école, on ferme une prison » assurait Victor Hugo. L'expérience dit que chaque jour un peu plus de ces naïves illusions. Voici ce qu'avouait, il y a une dizaine d'années déjà, l'homme du Hainaut qui s'est le plus occupé de l'enseignement officiel dans cette province, le rouge M. Pastur: « On avait cru que l'instruction pouvait tenir lieu d'une forte et sérieuse éducation morale... Aujourd'hui, il nous faut déchanter. Nous constatons que ce système donne la corruption des mœurs... la désorganisation de la famille, l'absence de tout sens moral, l'égoïsme... la passion du plaisir et du jeu, le goût du lucre poussé jusqu'au mercantilisme le plus abject. Il faut autre chose que l'instruction pour armer les hommes contre les assauts des passions...; si l'on ne veut pas que la société humaine sombre dans les horreurs d'une barbarie féroce, il est urgent de s'occuper de la formation morale de la jeunesse... » Est-ce clair? Il ne peut suffire de montrer à l'enfant le bien qu'il doit faire, il faut plus encore lui donner le courage de l'accomplir et de l'accomplir malgré les instincts puissants qui tâchent de l'en détourner. A ceux qui éduquent l'enfant de lui apprendre à les maîtriser.

Se maîtriser, se discipliner soi-même! Je ne vous étonnerai pas si je constate que tout le monde n'est pas d'humeur à le faire et que beaucoup ne sont même pas d'avis qu'il le faut. On y est tout disposé aux époques où prévaut la conception chrétienne de l'homme et de la vie; on s'en défend tant qu'on peut lorsqu'on idolâtre la nature ou la matière. Or, le naturalisme, de provenance authentiquement païenne, le naturalisme, « dans le sens le plus large, le plus étendu et le plus profond du mot », fut en réalité la grande doctrine de la Renaissance et, s'il est vrai qu'il y a un naturalisme éternel, ce fut néanmoins à partir de ce XVI^e siècle, qu'il devint menaçant pour la morale chrétienne dont les principes demeuraient incontestés au moyen âge. « Rabelais est le premier en France — et le plus grand peut-être —, il est aussi le plus sincère de ceux qui ont cru que Nature était bonne, que le grand ennemi de l'homme se nommait des noms d'usage, de coutume, de règle, d'autorité, de contrainte... et qu'enfin le chef-d'œuvre de l'éducation était de libérer l'instinct » (1).

Mais entendez Rabelais exposer lui-même comme il conçoit l'existence idéale dans son utopique abbaye de Thélème: *Toute la vie (des Thélémites) était employée non par loix, statuz ou reigles, mais selon leur voulloir et franc arbitre. Se levoient du lict quand bon leur sembloit: beuvoient, mangoient, travailloient, dormoient quand le désir leur en venoit. Nul ne les esceilloit, nul ne parforçoyent n'y à boire n'y à manger n'y à faire chose aultre quelconques. En leur reigle n'estoit que cette claise:*

Fay ce que voudras

parce que gens libères, bien nez, bien instruits, conversant en compoignes honnestes ont par nature un instinct et aiguillon qui toujours les pousse à faicts vertueux et retire du vice, lequel ils nommoient honneur (1).

Molière, après Rabelais, ne fera — au fond — que répéter cela, avec une verve un peu différente. Dans ses premières pièces, et jusque dans *Tartuffe*, Molière ne doute point que « la nature soit bonne » et qu'en tout cas il vaille mieux la laisser à elle-même que de la « dénaturer ». S'il s'attaque à la religion dans son *Tartuffe*, c'est à la religion en tant que principe réprimant. A dire vrai, le naturalisme de Molière fut un peu ébranlé par la suite (le *Misanthrope* en témoigne); mais il reste que, presque constamment, le plus grand des comiques français a combattu l'idée de contrainte et de discipline. Il n'était pas seul. C'est du bonhomme La Fontaine que sont les vers fameux:

*Notre ennemi, c'est notre maître,
Je vous le dis en bon français...*

Par bonheur, au XVII^e siècle, cette doctrine d'anarchie fut contredite et jusque sur les planches du théâtre. Corneille avait recueilli de ses maîtres des conceptions fort différentes; son génie trouva l'occasion de les faire passer dans l'une des plus belles scènes de la littérature dramatique. Vous vous rappelez *Polyeucte*. Grand seigneur arménien, Polyeucte vient d'épouser Pauline, la fille du gouverneur romain. Pauline s'y est résignée par obéissance à son père, bien qu'autrefois, à Rome, elle eut aimé de tout son cœur un jeune et brillant chevalier qui le lui rendait bien justement; ce jeune homme vient d'aborder en Arménie. Encore auréolé d'une victoire éclatante sur les Perses, cet irrésistible vainqueur s'est mis à la poursuite de Pauline dont il ignore le mariage. Il l'apprend soudain:

Hélas! Elle aime un autre, un autre est son époux.

Pauline de répondre aussitôt:

*Où, je l'aime, seigneur, et n'en fais point d'excuse.
Si le ciel en mon choix eut mis mon hyménée
A vos seules vertus je me serais donnée...
Mais puisque mon devoir m'imposait d'autres loix,
De quelque amant pour moi que mon père eut fait choix,
Quand, à ce grand pouvoir que la valeur vous donne,
Vous auriez ajouté l'éclat d'une couronne,
Quand je vous aurais vu, quand je l'aurais haï,
J'en aurais soupiré, mais j'aurais obéi,
Et sur mes passions ma raison souveraine
Eût blâmé mes soupirs et dissipé ma haine...*

Sans doute, dans ces vers presque surhumains et dans d'autres analogues, on a pu discerner des influences stoïciennes. Prenons garde cependant d'en exclure le christianisme. N'est-il pas vrai que celui-ci nous fait vivre dans une atmosphère héroïque? En réalité, depuis le Christ, combien n'y en eût-il pas de plus ou moins semblables à Pauline parmi nos mères et parmi leurs filles.

Hélas! Au XVIII^e siècle, J.-J. Rousseau vint, qui renoua la tradition rabelaisienne et naturaliste. Pour Jean-Jacques, tout dans la nature humaine est bon, rien par conséquent qu'il faille contenir ou surveiller. Les penchants n'ont qu'à se développer et à s'épanouir à l'aise en dépit des conventions sociales et des contraintes extérieures. C'est avec de tels principes que ce galeux, ce pelé, ce déséquilibré de Jean-Jacques inspire presque toute la pensée du XIX^e siècle. C'est d'eux et de lui que provient — en partie du moins — le socialisme et, par l'intermédiaire de Tolstoj, — le bolchévisme. De l'affirmation rousseauiste du droit premier à ne pas souffrir, en particulier, dérive la théorie si répandue de nos jours du droit au bonheur. Voilà l'une des sources du romantisme et, pour une bonne part, de tous les débordements de l'inmoralité présente. Gide est déjà dans Rousseau. Consultons la littérature d'aujourd'hui, ou plutôt non, pas celle d'aujourd'hui, je

(1) BRUNETIÈRE, *Manuel*, p. 61.

(1) GARGANTUA, chap. LVII.

n'oserais, mais celle d'avant-hier, nous n'y trouvons plus les beautés morales du théâtre de Corneille. Par exemple, prenez *Hernani* de Victor Hugo. Dans une situation presque identique, Dona Sol diffère complètement de la grande Pauline. Dona Sol est fiancée à son oncle, le duc Ruy Gomez de Silva; mais elle aime Hernani qui ne lui semble encore qu'un pittoresque brigand de la montagne. Elle se donne à Hernani. Pourquoi? Ecoutez :

... nous partirons demain.
Hernani, n'allez pas sur mon audace étrange
Me flâmer? Etes-vous mon démon ou mon ange?
Je ne sais, mais je suis votre esclave. Ecoutez :
Allez où vous voudrez, j'irai. Restez, partez.
Je suis à vous. Pourquoi fais-je ainsi? Je l'ignore.
J'ai besoin de vous voir et de vous voir encore
Et de vous voir toujours...

Hernani lui donne la réplique sur le même ton :

Tu me crois peut-être
Un homme comme sont tous les autres, un être
Intelligent qui court droit au but qu'il rêca!
Détrompe-toi. Je suis une force qui va!
Agent aveugle et sourd de mystères funèbres,
Une âme de malheur faite avec des ténèbres!
Où vais-je? Je ne sais, mais je me sens poussé
D'un souffle impétueux, d'un destin insensé.

* * *

Tous ces romantiques s'accordent à croire qu'il n'y a rien à maîtriser en nous. Et voilà pourquoi ce sont des romantiques. Il y a quelque chose en nous qui doit être dominé et c'est parce qu'ils ne l'ont pas compris que nous assistons, nous, à l'actuelle « indiscipline des mœurs »! Que faut-il donc soumettre? La partie inférieure de nous-même. Il y a dans notre nature un dualisme essentiel; l'homme — l'animal raisonnable — se trouve placé aux confins de deux mondes qui se rencontrent en lui et trop souvent s'opposent : la chair et l'esprit. La chair ignore tout de l'esprit. Elle est incapable d'en rien savoir, étant d'un autre ordre. Elle ne soupçonne rien des idéals de bonté, de perfection morale qu'entrevoit l'esprit ni des joies que celui-ci peut éprouver à tâcher d'y atteindre. La chair a son bien à elle et ses délices inférieures. Aussi la sensibilité qui procède de la chair vit-elle et se met-elle sans aucun souci de l'esprit, uniquement occupée d'elle-même et de se satisfaire. Instinctivement, aveuglément, elle se précipite vers la jouissance sous n'importe quelle forme, bonne ou mauvaise. L'inquiétude morale ne la touche pas; c'est affaire de l'esprit. Tout de même, la chair éprouve des aversions spontanées, profondes, tenaces pour toute peine quelle qu'elle soit, fût-elle la mieux justifiée en raison et, en réalité, la plus salutaire; cela lui échappe.

Remarquez au surplus que ces mouvements passionnels se produisent en nous, souvent sans que nous le voulions, parfois sans que nous le sachions, au moins dans leurs débuts...; souvent ils persistent en nous malgré nous, en dépit de nos désaveux formels et des protestations répétées de notre volonté. Cette insubordination de la chair vis-à-vis de l'esprit nous est naturelle : elle est physique. Répétons le mot de Pascal : il y a en nous de l'ange et de la bête. Ce qu'il faut maîtriser, c'est la bête.

Pourquoi le faut-il?

Parce que la bête n'entend pas du tout se laisser mener par l'ange; parce que entre les deux composants de notre nature, il y a, pour la suprématie, une concurrence fatale et trop souvent féroce; parce que, envahissantes comme elles le sont, nos passions non réprimées auraient tôt fait de supplanter la raison au gouvernement de notre vie et d'asservir en nous l'esprit. Victorieuse parfois, la passion, plus égoïste, plus brutale que jamais, tendra de plus en plus à ne satisfaire qu'elle et elle y réussira aux dépens de tout ce qui n'est pas elle, de notre vie raisonnable à coup sûr et peut-être de notre vie tout court. Elle nous entraînera malgré nous; nous la suivrons, peut-être en gémissant, en la maudissant elle et notre sort, mais nous suivrons et Dieu sait jusqu'où. « Ceux qui croient — disait encore Pascal — que le bien de l'homme est en la chair et le mal en ce qui le détourne du plaisir des sens, qu'ils s'en soulent et qu'ils en meurent. »

Combien, hélas! s'en sont soulés et en sont morts. La maladie,

la folie, le crime et le suicide sont l'aboutissement normal de la passion effrénée. Voyez donc nos cocaïnomanes ou, tout simplement, regardons nos gourmands et nos ivrognes. On sait à quelle déchéance la plus vulgaire des passions réduisit l'admirable génie d'Alfred de Musset et comment, sur la fin de sa vie, il passait ses jours au cabaret à vider des absinthes. Il y prolongeait ses soirées dans un état d'hébétéude dont rien ne le tirait. La nuit venue, il fallait cependant le faire sortir. Alors le délitant remplissait un verre de la liqueur et, le tenant en main, venait se planter devant le pauvre Musset affalé. Dès que les yeux de celui-ci avaient entrevu le liquide verdâtre, ils s'illuminaient et le pauvre homme, sortant de son engourdissement, tendait une main fébrile pour saisir la boisson trop chère. Le cabaretier reculait; Musset, fasciné, se dressait sur ses jambes, avançait... Le cabaretier reculait encore... et c'est ainsi qu'on parvenait, enfin, à mettre dehors le malheureux. J'ai parlé de crimes. N'est-il pas démontré chaque jour qu'ils sont d'ordinaire le fruit trop précède de la passion? Qu'est-ce qui décide cet homme jusque-là si honnête à devenir voleur ou faussaire? Et celui-là, qui semblait d'un caractère si doux, trop doux peut-être, pourquoi donc s'est-il, tout d'un coup, mué en assassin?

Jusqu'ici, nous n'avons considéré que l'individu. Permettez-moi d'observer un instant du point de vue social les désastreux effets de l'instinct mal dominé. D'elles-mêmes, nos passions, ne tendent-elles pas à rendre impossible toute vie en commun et n'est-ce pas à force de les gourmander, de les brider que nous parvenons — trop mal, hélas! — à faire cohabiter nos égoïsmes? Sans de réciproques sacrifices consentis — notons-le — non seulement sur leurs fantaisies et leurs caprices, mais, parfois, sur leurs prétentions les mieux justifiées, mari et femme ne pourraient s'accorder longtemps et peut-être n'arriveraient-ils pas au bout de leur lune de miel. Mesdames, Messieurs, est-ce de la calmie cela? Ne serait-ce pas tout au plus de la médisance, si d'ailleurs le fait n'était connu de tous et avoué par les plus intéressés à s'en taire? N'est-ce pas parce que tant de nos contemporains et de nos contemporaines sont si mal préparés à subir de bonne grâce ces limitations de leur moi, que les divorces vont se multipliant au point de mettre en péril la famille elle-même? Et quand celle-ci sera détruite, que deviendra l'enfant? Allez voir en Russie soviétique? Ah! les égoïstes ingénus et féroces, quels pères et quelles mères ils font! Les pitoyables éducateurs! Mais surtout les pauvres enfants! Oubliés, seuls ou abandonnés aux domestiques, parce que papa est aux courses et maman au cinéma, usant de leur droit au bonheur et avides, selon la formule d'Ibsen, « de vivre leur vie »!

Avec de pareils principes que deviendrait-on en temps de guerre? Heureusement, ça été pour nous le grand bienfait de la guerre de nous rappeler — ou de nous apprendre — qu'il y a au monde autre chose que nous, quelque chose de plus grand, de plus important que nous, à quoi nous devons pouvoir sacrifier notre vie, notre existence même. Cette rédemptrice leçon, nos soldats, nos morts surtout, nous l'ont donnée avec un luxe de dévouement si simple, si touchant qu'il est impossible qu'elle soit tout à fait oubliée. Nous serions devenus incapables de les admirer. Mais que serait-il arrivé en août 1914, si les jeunes Belges n'avaient pas pu dominer la peur de mourir et sacrifier leur vie? Qu'arriverait-il demain si nous ne le pouvions plus, si, fatigués de tant de bruit héroïque, nous nous en retournions, derrière le drapeau au fusil brisé, vers un confortable qui n'est même plus bourgeois? Un pays pour qui ses fils ne peuvent plus mourir est un pays fini. Ce pays de lâches sera bientôt un pays conquis. Pour qu'un peuple dure, il doit posséder en nombre suffisant des héros capables de se dévouer pour lui jusqu'à la mort. Et c'est parce qu'ils en sont capables que ceux-là sont des héros.

Tant il est vrai que loin d'amoindrir ou de mutiler la nature humaine, la maîtrise de soi en assure le plein épanouissement individuel et social. Ce renoncement aux satisfactions plus ou moins viles empêche les sens d'opprimer ce qu'il y a de meilleur en nous et de vraiment royal; il délivre l'esprit; il lui permet de réaliser l'idéal rêvé et le bien entrevu.

Affranchir notre être raisonnable, voilà d'abord pourquoi il faut modérer nos passions sensuelles. Il le faut surtout pour libérer le divin qui est en nous. Car c'est vrai qu'en nous, chrétiens, il y a de la vie divine. Elle n'apparaît pas aux sens; elle demeure secrète au fond de notre boue comme la semence recouverte par

la glaise du sillon. Mais nous, qui croyons à l'étonnante nouvelle répandue par Notre-Seigneur Jésus-Christ, nous savons que tous ceux qui le veulent peuvent devenir fils de Dieu. Au jour de notre baptême, nous avons reçu cette communication de vie divine. Nous sommes en réalité fils de Dieu, configurés par conséquent au Christ Jésus, le premier né du Père. Dieu veut que cette ressemblance là aussi s'achève. Mêlée à notre vie humaine, il faut que la vie divine peu à peu l'emporte. domine l'autre jusqu'à — c'est l'idéal qui ne sera pleinement réalisé qu'au ciel — jusqu'à l'inspirer exclusivement. Cela ne se peut faire que petit à petit, à mesure que la charité de Dieu, croissant en nous, envahit davantage et notre être et notre activité, devenant le moteur de plus en plus unique de nos pensées, de nos vouloirs, de notre vie entière. Quand ce sera réalisé, la ressemblance au Christ sera parfaite. Mais quel est le grand obstacle à cet essor de la charité divine? Nos passions. Pour réduire l'obstacle, il faut les maîtriser.

Tel est, en définitive, Mesdames et Messieurs, notre rôle ici-bas : achever notre être raisonnable, dégager notre être divin. Voilà essentiellement notre métier d'homme, notre fonction de prédestinés. Connaissez-vous rien qui détermine mieux le vrai sens de la vie, de l'effort et de la peine? Rien qui donne plus de courage de vivre et d'en remplir les devoirs? Rien donc qu'il faille

apprendre plus tôt à l'enfant. Le petit Costa de Beauregard, âgé de quelquel dix ans à peine, se plaignait à sa mère de n'être pas heureux. « Et qui t'a dit, répliqua M^{me} Costa, que nous sommes en ce bas monde pour être heureux? » Cette éducation était austère. Mais un jour, on écrivit l'histoire de cet enfant devenu Mgr Costa de Beauregard et à cette histoire on put donner ce titre simplement : *Une Vie de Saint*. Que serait-il arrivé si M^{me} Costa avait enseigné au jeune homme les enivrantes théories du droit au bonheur? Apprendre à l'enfant à se vaincre, c'est l'œuvre capitale de la toute première éducation. Lorsque l'enfant n'a pas encore trois ans, c'est le temps où une mère avisée et prévoyante lui apprend à ébaucher les gestes de renoncement et de sacrifice de soi qu'il devra continuer toute sa vie. Nous, les suppléants des parents dans la tâche éducatrice, nous pouvons poursuivre l'œuvre ou la compromettre; mais la fonder de façon durable, presque jamais. L'homme, le chrétien se forme sur les genoux de sa mère; c'est alors que se dessine le caractère et que se décide la vie; car « le caractère, c'est la destinée ».

GEORGES DIRKS, S. J.,
Aumônier de la Sodalité
des étudiants de Louvain

Les idées et les faits

Chronique des idées

La cause de béatification du Père Petit

L'annonce de l'ouverture imminente du Procès informatif dans la cause de béatification du P. Adolphe Petit a rempli de joie les innombrables amis de Belgique, de France qui ont survécu au saint jésuite, mort en 1914; elle est un juste sujet d'allégresse et de fierté pour la Compagnie de Jésus, pour la catholique Belgique. En 1865, en sa qualité de Père spirituel des scolastiques, le P. Petit, avec quatre autres jésuites, s'en fut à Rome, accompagnant le P. Provincial, pour assister à la béatification de Jean Berchmans, ravi au Ciel dans la fleur de ses ans. Souhaitons que sans tarder une délégation semblable aille fêter dans Saint-Pierre de Rome, l'autre Jean Berchmans, chargé d'ans et de mérites, celui-ci, car il lui manqua seulement huit ans pour mourir centenaire.

Une fois de plus, nous assistons à la vérification de la parole évangélique : l'exaltation des petits. Il l'était par le nom, par la taille, par la démarche, par l'effacement de sa personne, par sa méthode d'apostolat, il avait presque la coquetterie de la petitesse comme tant d'autres ont le prurit de se grandir, et ce bout d'homme a fait de grandes choses, et ce petit montera jusqu'à la gloire des saints acclamés par l'Eglise.

Une fois de plus se vérifiera aussi le vieil adage : *vox populi, vox Dei*; canonisé par la voix publique, il le sera par l'Eglise qui est la voix de Dieu.

Qu'on ne s'y méprenne pas d'ailleurs : ce petit n'avait rien de vulgaire. Chez cet enfant d'artisan, fils d'un tailleur de faubourg, neveu d'un garçon boucher, ouvrier chez un facteur de piano, élevé par la charité, reçu par charité au collège Sainte-Barbe où il entre en blouse et chaussé de sabots, chez cet enfant du peuple gantois, quelle naturelle distinction, quelle noblesse innée! Sa belle âme transparait dans ses yeux limpides, rayonne sur ce front, sa pudicité et sa réserve, sa piété et son union de plus en plus étroite avec Dieu lui composent une avenante dignité et la bonté, une angélique bonté, l'enveloppe d'un charme indicible. Laissez-le parcourir le cycle complet de la formation religieuse dans la Compagnie, Adolphe Petit s'aurole de sainteté et exercera une sorte de fascination universelle. Il n'est pas de dignitaires dans l'Eglise, évêques, nonces, le Pape lui-même; il n'est pas de sommités sociales, dans l'aristocratie, la science, le gouvernement qui n'aient trouvé en lui un homme accompli en même temps qu'un éminent religieux.

Autant de survivants, parmi sa vaste clientèle, autant de témoins de sa vertu. Le grand hiatus de la guerre, qui a rejeté l'oubli tant de personnalités, n'a pas absorbé sa mémoire. Mort

au seuil de cette formidable conflagration qu'il avait nettement prédite, il est toujours vivant, il continue à prêcher les retraites de Tronchiennes par la bouche de ses successeurs qui semblent ses truchements. Il anime de son souffle les œuvres multiples qui ont gardé son empreinte.

Il est certain que le P. Petit occupe une grande place dans l'histoire religieuse de notre pays pendant les cinquante dernières années qui ont précédé la guerre. Avec le cardinal Mercier dont je ne le sépare pas, mais par d'autres voies, il a puissamment contribué, par un travail en profondeur, à élever le niveau de la spiritualité belge, à sanctifier le clergé et les congrégations religieuses.

Instructeur des tertiaires pendant vingt ans, il a formé plus de cinq cents jésuites de diverses nationalités qu'il a lancés par le monde et dans les missions comme des apôtres d'élite; il les a dressés à l'héroïsme.

Dès 1868, il a donné à l'œuvre des Retraites collectives fermées à Tronchiennes pour gens du monde, une impulsion tout simplement prodigieuse; il y a ouvert une école de plus en plus florissante de grands chrétiens. Par un contre-coup providentiel, il a fait surgir les Retraites pour ouvriers sur tous les points du pays, en leur assurant pour premiers protecteurs les retraitants des classes élevées.

Du modeste grain de sénévé de l'*Union apostolique* du clergé, planté en terre namuroise par M. Bauloye, il a fait sortir, en l'arrosant de ses sueurs, un arbre puissant qui étend ses rameaux sur tous les diocèses. Avec quelle sainte passion, il l'a cultivé jusqu'à son dernier souffle!

L'œuvre sublime des Dames du Calvaire qui incline sur les plus horribles plaies la tendre commisération des plus beaux noms de Belgique, c'est une Française sans doute, M^{me} Dainez qui l'importa, c'est la comtesse d'Ursel qui fut la première Belge à l'accueillir chez nous, mais elle n'aurait pu vivre, prendre racine, se développer sans le P. Petit à qui elle coûta dix années de sueurs et de soucis. Sa prédilection allait à l'héroïsme et sa confiance lui valut des miracles de protection.

Déchargé de ses fonctions d'Instructeur du troisième an après vingt années de dévouement assidu, il a, pendant le quart de siècle qui lui restait à vivre, infatigablement sillonné la Belgique pour gagner les âmes à Celui qui fut son Maître, son Roi, l'unique passion de sa vie. Abbayes de prémontrés, de trappistes, autres maisons religieuses, maisons de retraites chez nous, en France, associations de dames du monde, enfants, séminaires, collèges, réunions d'hommes de toute catégorie : à quel auditoire n'a-t-il pas donné les Exercices de saint Ignace, les adaptant merveilleusement à toutes les conditions et partout arrachant les âmes à la médiocrité pour les entraîner dans la voie parfaite.

De l'œuvre sublime des *Dames du Calvaire*, s'il n'est pas, à pro-

prement parler, le fondateur, il fut le père, le soutien, l'inspirateur, le pourvoyeur, la Providence souvent miraculeuse.

On ne pourra lire que dans le Livre de vie le chiffre indécombrable pour nous des âmes qu'il a tirées du mal et placées sur le chemin du Ciel.

Ce que lui doivent les religieux, les prêtres, les religieuses, les hommes et les femmes d'œuvres, est le secret de Dieu. Il fut dans son royaume un grand conquérant, un grand pacificateur, un semeur de vie. Si tous ceux qu'il a touchés de sa parole, convertis, ramimés, sauvés étaient encore en vie au jour de sa béatification, Saint-Pierre de Rome serait trop petit pour le petit P. Petit. Est-ce qu'il y a quelqu'un qui lui ait résisté? Est-ce qu'il y a un seul de ses auditeurs de Tronchiennes qui n'ait emporté dans son cœur la flèche de l'amour divin dardée par cet ami personnel de Jésus?

Et quel était donc le secret de cet empire universel? Quel était l'aimant de cette attraction irrésistible?

Mais sa bonté, je crois, qui le caractérisait si bien que tous l'appelaient « le bon Père ». Il était bon... à le manger, imprégné de bonté, de douceur, de suavité, de patience, de mansuétude. Il est un de ceux à qui s'applique cette parole : Bienheureux les doux, ils seront les maîtres du monde.

Un laïque, raconte le P. Laveille dans son excellente biographie, assidu des retraites pendant cinquante ans lui écrivait : « Ce n'est ni l'éloquence, ni la science du P. Petit qui nous subjuguait, c'est la bonté de Dieu dont il était auprès de nous, le représentant, l'interprète plein d'autorité ». Henri Davignon lui a rendu le même témoignage : « On pouvait lui amener les orgueilleux de la raison et les passionnés de la chair, il ne changeait pas sa manière et tous étaient touchés ».

Ce n'était pas une bonté douceâtre, ou simplement verbale, c'était une bonté foncière, effective, agissante, se traduisant par un dévouement illimité. C'était la bonté triomphante d'un homme de Dieu, d'un tout-à-Dieu, si bien vidé du *moi* qu'il aimait, parlait, se donnait par le cœur de Jésus. Sur sa face le Christ avait projeté un rayon qui éclairait son sourire, baignait ses yeux demi-fermés dans une douce clarté, et ses lèvres distillaient des paroles de grâce.

Ne vous y trompez pas, bonté n'est pas apathie, faiblesse. Confit en douceur, oui, mais cuirassé d'énergie. Il vous caressait de la main pour vous enlever à vous-même et vous jeter à la mer. Cette bonté-là était doublée de vaillance.

Je répète ma question : comment agissait cette bonté qui fut le secret de sa force? Par la confiance.

S'il a sauvé des âmes, s'il en a poussé par milliers dans les voies de l'abnégation, du sacrifice, c'est qu'il les a dilatées par la confiance, la chaleureuse, la vivifiante, la robuste confiance qui jamais ne désespère, qui triomphe de tous les obstacles, qui déplace les montagnes, au besoin, qui est, en définitive, le dernier mot de l'adoration. Pour faire naître cette confiance, le P. Petit n'avait qu'à prêcher d'exemple. La sienne était sans borne et se mesurait sur la conscience de son néant. Cet homme avait connu, dans sa sphère, tous les succès, toutes ses initiatives lui avaient réussi, il n'avait qu'à paraître pour remporter la victoire. Mais, et c'est ici que je palpe la sainteté, il ne s'est jamais attribué une once de mérite, il s'est complu dans l'habituelle pensée de sa bassesse. Il s'est défini lui-même. « Je ne mérite pas cela, disait-il, en parlant des honneurs qu'on lui rendait, je ne suis qu'un pauvre petit religieux, doué d'une confiance sans limites dans la bonté de Dieu. »

Cette confiance allait, on le sait, jusqu'à la plus ingénue, la plus naïve, la plus enfantine familiarité avec ses Amis du Ciel, la Vierge sa Mère qui n'avait rien à lui refuser, saint Joseph qui le servait sur l'heure et lui versait juste 4,800 francs, s'il avait exactement sollicité cette somme, mais surtout « le bon Jésus » son Ami du Tabernacle. Par un don spécial, le P. Petit avait gardé, jusque dans son extrême vieillesse, une fraîcheur d'âme, une simplicité puérile sans exemple, qui, sans altérer le respect, établissait entre l'hôte divin de nos autels et lui une surprenante familiarité. Ils étaient à tu et à toi, si j'ose dire, à ce point que dans les instructions de retraites, le prédicateur se tournait parfois vers le tabernacle pour interpeller « le bon Jésus », le prendre en témoignage, lui demander son avis. Il existe entre le P. Petit et la petite Thérèse de Lisieux une parenté spirituelle que le bon vieillard reconnaissait, à la fin de ses jours, lorsqu'on le consolait de la perte de la vue en lui lisant l'*Histoire d'une âme*.

Rien ne pourrait donner l'idée de son éloquence à qui ne l'a pas

entendu. Personne n'a parlé comme lui, personne ne sera tenté de l'imiter. « Il parlait, a dit un artiste, comme Fra Angelico peignait. » C'est à peu près cela. C'était d'une inexprimable originalité où se mêlaient la simplicité franciscaine des *Fioretti* et la finesse psychologique des *Exercices* ignaciens. C'était une causerie, une effusion, un épanchement dans lequel sans qu'il en eût conscience, il mettait à nu son âme toute remplie de Dieu. Il captivait par cette beauté morale que l'on entrevoyait comme un reflet de la beauté divine. Il charmait par l'apologue, la parabole à l'instar des discours du Christ dans l'Évangile. Il piquait la curiosité par l'anecdote, il étonnait par la profondeur de certaines paroles qui semblaient révélées, inspirées pour tel auditeur. Il transfusait dans les cœurs sa foi, sa confiance. Il avait d'ailleurs une doctrine très sûre, car il avait creusé le dogme et la morale, il avait même passé non sans mérite par la redoutable épreuve du *grand acte*. Il avait des lettres aussi, car il avait professé la rhétorique non sans succès ici même à Bruxelles. Il avait aussi un tour d'imagination ingénieux, voire poétique comme l'attestent ses ouvrages de spiritualité, spécialement le *Templum spirituale*, suite du *Sacerdos rite institutus*, *Mon Navire*, *Mon Bilan*. Dans ses instructions, le dogme se concrétisait, la rhétorique était absente, le cœur s'épanchait en liberté.

Des intelligences supérieures, un Bonnevie, un Mansion, des littérateurs distingués, des savants, des hommes très cultivés raffolaient de cette parole, beaucoup la préféraient à toute autre. Mansion, mathématicien d'allure intellectuelle très hardie, déclarait que toutes les objections contre la foi, parfois suscitées par certaines prédications éloquentes, s'évanouissaient dans son esprit sous le charme captivant du P. Petit. Il avait, en effet, le génie de la persuasion parce qu'il avait le génie de la charité.

Ah! s'il était encore parmi nous à ces heures troubles où la désunion s'est glissée parmi les enfants de la Belgique, combien il nous serait secourable par son doux et victorieux prestige!

Nous nous consolerons de son départ en le voyant élever sur nos autels au pied desquels Flandre et Wallonie s'embrancheront dans une commune prière.

J. SCHYRGENS.

AUTRICHE

L'immolation de Charles I^{er} d'Autriche

Dans la Revue hebdomadaire, M. Jérôme Troud décrit l'exil et la mort édifiante du dernier empereur d'Autriche-Hongrie :

La vengeance dont la Franc-Maçonnerie avait menacé l'Empereur, s'accomplissait. A trois reprises, un représentant du Grand Orient avait été envoyé en Suisse auprès du monarque. La première fois, il lui avait promis la restauration monarchique en Hongrie, puis en Autriche, sous condition d'inscrire dans la Constitution l'école neutre et le mariage civil; la deuxième fois, il lui avait promis, moyennant signature d'un acte formel d'abdication, le retour et le séjour, en parfaite liberté, en Autriche, dans des conditions matérielles excellentes. A la troisième visite enfin, l'Empereur apprit que, s'il continuait à refuser d'abdiquer, il serait séparé de ses enfants.

Dès que la nouvelle du départ de l'Empereur fut parvenue à Berne, le gouvernement fédéral décida de retirer son permis de séjour à la suite impériale : l'archiduchesse Marie-Josèphe, mère du monarque; Werkmann, secrétaire; Lechodowsky et Schonta, aides de camp, et l'aumônier, Mgr Seydl, furent invités à quitter la Suisse dans les huit jours. Les enfants impériaux étaient autorisés à demeurer à Herstein avec le personnel indispensable, mais le gouvernement britannique refusa de leur faire parvenir des nouvelles de leurs parents, interdisant également aux souverains de correspondre avec leurs enfants.

Le *Gloaworm* arrivait le 6 novembre devant Galatz. A Sulina les Souverains furent embarqués sur un petit croiseur de 4,500 tonnes, le *Cardiff*, qui passait le 9 devant Constantinople et s'engageait bientôt dans la Méditerranée. Quelques jours après, Gibraltar dressa son roc fortifié à l'horizon; l'Empereur sollicita vainement de descendre à terre pour assister à la messe et se remettre d'un voyage en mer sur un navire mince et profilé,

qui n'était nullement organisé pour le transport de passagers : par un geste tout personnel, le commandant autorisa la célébration de la messe à bord le 17 novembre.

Puis ce fut la course dans l'Atlantique, toujours vers l'inconnu. Le 29 novembre, l'île Madère surgit des brumes et le navire accosta.

Madère! Paradis terrestre comme site et comme climat dans ses parties basses et côtières, mais un des endroits du monde où la vie est la plus coûteuse. L'Empereur et l'Impératrice étaient débarqués seuls, sans leurs enfants, sans domestiques, sans ressources, à bout de forces, après quatre semaines tragiques où ils avaient passé d'un train à l'autre, d'une prison terrienne à une réclusion en mer, au milieu des agitations les plus affolantes et des incertitudes les plus angoissantes.

Funchal, la capitale de l'île, se fit un devoir de recevoir dignement les illustres proscrits; le gouvernement portugais avait donné des instructions obligantes et le Pape avait recommandé à l'évêque du lieu de se mettre entièrement à la disposition de la famille impériale.

Avec leur force de caractère, les Souverains eurent tôt fait de surmonter, extérieurement du moins, les difficultés amoncées. La déférence témoignée par la population de l'île versait un baume salutaire sur les cœurs meurtris.

Lisbonne avait fait aménager la villa Victoria, une modeste dépendance de l'hôtel Reid; l'Empereur et l'Impératrice s'y installèrent et l'hôtel fournissait les repas. Mais il était évident que cet arrangement deviendrait trop onéreux; ni l'Angleterre, ni la Conférence des Ambassadeurs ne s'étaient souciés des possibilités financières quasi nulles de l'Empereur. A la fin de décembre, une cuisinière et un domestique furent autorisés à s'embarquer pour Madère.

Afin de diminuer les frais d'entretien, Hersteinstein avait été évacué et les enfants impériaux ramenés à Wartegg auprès de leur grand-mère maternelle. Le jeune archiduc Robert, âgé d'un peu moins de sept ans, était d'une santé très délicate, et l'opération de l'appendicite ayant été jugée nécessaire, les médecins craignaient pour ses jours, l'Impératrice sollicita la permission d'accourir au chevet de son fils. La Petite Entente vit dans cette démarche un nouveau danger pour la paix européenne et la Conférence des Ambassadeurs y trouva matière à des réunions et des discussions solennelles. On finit par permettre à la mère de séjourner à l'hôpital de Zurich aussi longtemps que son fils serait en danger; elle devait s'engager à ne recevoir que des parents et se soumettre à une surveillance serrée.

Quarante-huit heures après l'opération, qui eut lieu le 14 janvier 1922, les diplomates de Tchéco-Slovaquie et de Yougoslavie recommencèrent à s'agiter, les journaux lancèrent les bruits les plus fantaisistes et l'austère Conférence des Ambassadeurs enfanta une nouvelle décision, immédiatement notifiée aux intéressés : en cas de tentative pour rentrer en Hongrie, l'Empereur sera séparé de l'Impératrice et déporté dans une île plus isolée encore que Madère.

Pour ne pas troubler plus longtemps la paix universelle, la mère sacrifia sa propre tranquillité et décida de quitter au plus tôt ses enfants. Au moment où l'Impératrice allait rentrer par Paris afin de s'y reposer un jour — on était à la fin de janvier et l'archiduchesse Elisabeth devait naître en mai — la France imposa l'itinéraire Genève-Bordeaux qui, à cause des correspondances défectueuses, représentait plus de trente heures supplémentaires en chemin de fer, avec plusieurs changements de voiture. Le gouvernement fédéral lui-même fut indigné de cette mesure dont la responsabilité n'incombe pas tant à Paris qu'à la Conférence des Ambassadeurs.

Ce pénible voyage ne devait cependant pas rester sans consolation; le roi d'Espagne envoya un officier à la frontière pour prier l'Impératrice de venir se reposer quelques jours à Madrid : elle fut reçue à la gare comme il sied à une souveraine, surtout lorsque celle-ci a triomphé du plus difficile problème de la vie, celui de la souffrance.

Six des enfants impériaux la rejoignirent à Medina del Campo et s'embarquèrent avec elle à Lisbonne pour Madère; l'archiduc Robert suivit peu après.

Des nécessités budgétaires pressantes rendaient impossible la continuation du séjour à la villa Victoria. Un riche Portugais avait offert à l'Empereur, pour s'y installer pendant l'été, une petite villa sur la montagne, à 800 mètres au-dessus de la mer; on décida

de s'y fixer immédiatement et le 18 février la famille impériale prit possession de ce logis quasi inhabitable en hiver, au milieu des brouillards et de l'humidité.

L'installation était plus que rudimentaire, et, tandis qu'au bord de la mer, Funchal jouissait d'un soleil tropical et d'un climat délicieux, le petit ermitage du « Monte » baignait dans la moisissure et le froid. Après quelques jours, tous les enfants avaient la grippe espagnole et devaient s'aliter. L'Empereur en ressentit également bientôt les atteintes.

A cette nouvelle, l'archiduchesse Marie-Anunciata, tante de l'Empereur, dépêcha à ses frais un médecin, le docteur Delug, vers Madère, mais l'organisme du malade était miné et les secours arrivaient trop tard. Moralement d'ailleurs, l'Empereur avait traversé une crise mortelle : les efforts surhumains déployés depuis le début de son règne pour gagner à ses projets des ministres qui toujours lui échappèrent, la ruine de ses espérances les plus chères et les plus légitimes, plus récemment l'absence de l'Impératrice, la solitude, le manque absolu de nouvelles du dehors, l'impassibilité réelle ou forcée de ses États d'où ne lui parvenaient que peu de marques de fidélité — la poste avait sans doute pour mission d'arrêter le courrier de Funchal — tout cela, joint aux affres d'une situation financière difficile, aurait abattu la constitution la plus forte.

La mort de l'Empereur fut ce qu'avait été sa vie, une oblation à Dieu et à ses peuples, dans un total oubli de soi-même et une parfaite sérénité d'âme. « Mon père, avait-il dit un jour en Suisse à un bénédictin qui le connaissait parfaitement, comment est-il possible qu'on raconte tant de mal de moi? Vous qui lisez dans le fond de mon âme, comprenez-vous cela? » — Conscience limpide et pure, l'Empereur n'était pas fait pour les roueries et les bassesses de certaine diplomatie, mais il était d'autant plus préparé à la délibération maîtresse et finale, où il n'y a point de dessous, celle qui se tient avec Dieu.

Son état, grave depuis le 20 mars, devint désespéré le 27; la fièvre montait et une pneumonie s'était déclarée; on jugea prudent d'administrer à l'auguste malade les derniers sacrements, qu'il reçut en pleine connaissance, s'associant aux prières du prêtre.

Le samedi 1^{er} avril, la fièvre était montée à 39°5. Après la messe, le Saint-Sacrement fut exposé dans la chambre du mourant. « J'aime tant mes enfants » murmurait-il; puis, se tournant vers l'Impératrice : « Je voudrais retourner à la maison avec toi! » Il comprenait tout ce qu'on disait, mais ne parvenait que difficilement à s'exprimer. « Soutiens-moi! » supplia-t-il soudain, le regard tourné vers la compagne de sa vie, et, jusqu'à la fin, l'Impératrice, assise sur le bord du lit, enserra l'Empereur dans ses bras. « Je dois souffrir tout ceci, dit-il encore, afin d'obtenir que mes peuples se réunissent un jour. » Puis, peu après : « Mon Dieu, que votre volonté s'accomplisse! »

Vers 11 heures du matin, conscient de sa mort imminente, le mourant appuya sa tête sur l'épaule de l'Impératrice, afin de mieux tourner les yeux vers le Saint-Sacrement : « Doux Jésus, soupirait-il, je vous en prie, je vous en prie... » mais on ne put comprendre ce qu'il demandait. Après un nouvel acte de contrition, il dit dans un élan : « Mon Dieu, je vous recommande ma femme et mes enfants! » — Il les nomma tous les sept par leur nom, lentement, péniblement, puis il ajouta : « ... et la toute petite aussi! »

Comme on lui demandait s'il ne désirait pas communier en viatique, il répondit : « Oh! si, volontiers ». Après quelques minutes de recueillement, il appela doucement : « Otto ». L'héritier du trône vint s'agenouiller à côté du lit. Vers 12 h. 30, l'Empereur dit à voix haute : « Seigneur, que votre volonté soit faite. Amen ». Ce furent ses dernières paroles. La tête du mourant tomba sur l'épaule de l'Impératrice.

* * *

Revêtu de l'uniforme de campagne et portant le collier de la Toison d'Or, l'Empereur fut déposé dans un cercueil pauvre et simple, placé à même le sol. Des fleurs en quantité formaient l'unique décoration de la chambre mortuaire. Le 5 avril, les funérailles furent célébrées dans la petite église de Notre-Dame qui se trouve à mi-côte du Monte : toute la ville de Funchal y prit part, les drapeaux étaient en berne, les magasins fermés en signe de deuil. L'évêque vint bénir la bière recouverte du drapeau national. Admirable de force d'âme, l'Impératrice suivit le cercueil avec ses trois aînés et, après la cérémonie à l'église, se fit un devoir de remercier chacun des assistants.

Le cercueil resta exposé dans l'église jusqu'au soir; on l'enferma

alors dans un sarcophage de fer, puis on le déposa, sur l'ordre de l'évêque, sous l'autel de la Vierge.

Le petit sanctuaire de *Nossa Senhora de Monte* garde jalousement le dépôt sacré qui lui a été confié. Une plaque de marbre, placée devant l'autel, porte l'inscription suivante :

CAROLUS I. D. G. AUSTRIAE IMPERATOR
BOHEMIAE REX ETC., ETC., ETC.
APOSTOLICUS REX HUNGARIAE NOMINE IV
NATUS PERSENBEUG XVII. VIII. MDCCCLXXXVII
OBIIIT MADEIRA I. IV. MCMXXII
ADORANS S. S. SACRAMENTUM PRAESENS
DICENS « FIAT VOLUNTAS TUA ».

* * *

Et maintenant, devant ce pays amputé des deux tiers de son territoire, sciemment, délibérément voué à la décadence et à l'inaction, et où règne de ce chef l'amertume la plus profonde, l'observateur le plus impartial, le plus dévoué aux intérêts des peuples neufs qui méritent l'existence, n'épouse-t-il pas le sentiment très net que les auteurs du traité de Trianon ont perdu de vue l'immense effort soutenu durant des siècles par Budapest contre l'Asie, et qu'ils n'ont point prévu les dangers de l'avenir?

C'est avec une impression de malaise que la France de demain se reportera à ces années où elle eût pu retirer, d'une victoire si chèrement achetée, des fruits plus sains et des résultats plus durables. Avec ce recul de deux lustres, nous jugeons déjà mieux les événements d'alors et une immense pitié pour les calculs humains nous remplit, rien qu'au souvenir de ces heures si mal employées et si grosses de conséquences.

« La double mission historique que la Hongrie a remplie, à travers les siècles : servir de digue à l'Europe contre l'Orient et contre le danger panslaviste, se concrétise de nos jours dans la tâche que ce pays est appelé à remplir vis-à-vis du bolchevisme. Ici encore, il s'agit de la protection de la civilisation occidentale (1). »


La méditation de cette éventualité remplit d'angoisse et de

(1) Cf. G. GRATZ. *La Hongrie et la civilisation*, tome I, p. 292.

regret l'observateur impartial; la prochaine vague bolchéviste sera-t-elle à nouveau brisée par la Hongrie, ou bien, submergeant ces contrées, viendra-t-elle déferler jusqu'à nos portes? La destitution et l'exil du roi de Hongrie ont-ils mieux servi la cause de la paix que ne l'aurait fait son maintien à la tête d'un pays renouvelé et raffermi?

Chrétien et catholique, l'empereur et roi Charles semblait, dans les rouages gouvernementaux et la diplomatie moderne, un souverain d'un autre âge; l'Europe « en progrès » ne pouvait tolérer dans son sein une monarchie officiellement catholique et par conséquent rétrograde : celle-ci devait disparaître.

Il nous arrive, à nous, les hommes de 1930, de tendre l'oreille avec inquiétude pour surprendre les sourds grondements qui nous viennent de l'est, où l'œuvre des traités a laissé subsister, croissant et s'étendant sans cesse, les plus lourdes menaces. La génération de 1950 se demandera peut-être à quel mobile secret ont obéi les artisans de la paix en précipitant dans le fossé le monarque qui eût pu constituer un rempart contre le flot montant des troubles et de l'anarchie.



Tailleur - 1^{er} Ordre

DUPAIX

TÉLÉPHONE 12.76.93

47, RUE DUCALE, 47,
BRUXELLES

Société Générale de Belgique

Société Anonyme établie à Bruxelles par arrêté royal du 28 août 1822

Montagne du Parc, 3

Rue Royale, 38

Rue Ravenstein

Adr. télégr. : « Générale » Bruxelles

BRUXELLES

Compte chèques postaux n° 261

CAPITAL fr. 1.000.000.000

RÉSERVE fr. 1.078.000.000

FONDS SOCIAL fr. 2.078.000.000

CONSEIL DE DIRECTION

MM. Jean Jadot, Gouverneur;
Emile Francqui, Vice-Gouverneur;
Jules Bagage, Directeur-Trésorier;
Gaston Blaise, Directeur;
Auguste Callens, Directeur;
le baron Carton de Wiart, Directeur;
Félicien Cattier, Directeur;
Willy de Munck, Directeur;
Charles Fabri, Directeur;
Alexandre Galopin, Directeur;
Henry Le Bœuf, Directeur;
Adolphe Stoclet, Directeur;
Firmin Van Brée, Directeur;
Edouard de Brabander, Directeur honoraire.

COLLÈGE DES COMMISSAIRES

MM. le Prince Jean de Mérode;
Edmond Solvay;
G.-H. Adan;
Léon Ellat;
le baron Adrien de Montpellier;
le baron A. d'Huart;
Baron de Trannoy;
G. Mullie;

*Le Secrétaire,
M. Camille Lepêche.*

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Le service d'agence de la « SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE » est assuré en province par ses Banques patronnées et leurs agences dans plus de 375 villes et localités importantes du pays.

CORRESPONDANTS DANS TOUTES LES VILLES IMPORTANTES DU MONDE